Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 125° — Numero 170

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Giovedì, 21 giugno 1984

SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

SOMMARIO

CONCORSI ED ESAMI

REGIONI

Regione Lazio

SUPPLEMENTI STRAORDINARI

SUPPLEMENTO ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 170 DEL 21 GIUGNO 1984:

Ministero delle finanze: Tariffe di reddito dominicale, di reddito agrario e deduzioni fuori tariffa per i comuni della provincia di Novara.

(1607)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 12 giugno 1984, n. **243.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo di modifica della convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, aperto alla firma a Bruxelles il 23 febbraio 1968.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo di modifica della convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, aperto alla firma a Bruxelles il 23 febbraio 1968.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 13 (2) del protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, 12 giugno 1984

PERTINI

CRAXI — ANDREOTTI — MARTINAZZOLI — CARTA

Visto, *il Guardasigilli*: MARTINAZZOLI

PROTOCOLE
portant modification de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement, signée à Bruxelles le 25 août 1924

LES PARTIES CONTRACTANTES,

CONSIDERANT qu'il est souhaitable d'amender la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement, signée à Bruxelles le 25 août 1924,

SONT CONVENUES des dispositions suivantes:

Article 1

(1) A l'article 3. paragraphe 4, il y a lieu d'ajouter le texte suivant:

« Toutefois, la preuve contraire n'est pas admise lorsque le connaissement a été transféré à un tiers porteur de bonne foi ».

(2) A l'article 3, paragraphe 6, le quatrième alinéa sera supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« Sous réserve des dispositions du paragraphe 6-*bis*, le transporteur et le navire seront en tout cas déchargés de toute responsabilité quelconque relativement aux marchandises, à moins qu'une action ne soit intentée dans l'année de leur délivrance ou de la date à laquelle elles eussent dû être délivrées. Ce délai peut toutefois être prolongé par un accord conclu entre les parties postérieurement à l'événement qui a donné lieu à l'action ».

(3) A l'article 3 il y a lieu d'ajouter après le paragraphe 6 un paragraphe 6-*bis*, libellé comme suit:

« Les actions récursoires pourront être exercées même après l'expiration du délai prévu au paragraphe précédent, si elles le sont dans le délai déterminé par la loi du Tribunal saisi de l'affaire. Toutefois, ce délai ne pourra être inférieur à trois mois à partir du jour où la personne qui exerce l'action récursoire a réglé la réclamation ou a elle-même reçu signification de l'assignation ».

Article 2

L'article 4, paragraphe 5, sera supprimé et remplacé par le texte suivant:

« (a) A moins que la nature et la valeur des marchandises n'aient été déclarées par le chargeur avant leur embarquement et que cette déclaration ait été insérée dans le connaissement, le transporteur, comme le navire, ne seront en aucun cas responsables des pertes ou dommages des marchandises ou concernant celles-ci pour une somme supérieure à l'équivalent de 10.000 francs par colis ou unité ou 30 francs par kilogramme de poids brut des marchandises perdues ou endommagées, la limite la plus élevée étant applicable.

(b) La somme totale due sera calculée par référence à la valeur des marchandises au lieu et au jour où elles sont déchargées conformément au contrat, ou au jour et au lieu où elles auraient dû étre déchargées.

La valeur de la marchandise est déterminée d'après le cours en Bourse, ou, à défaut, d'après le prix courant sur le marché ou, à défaut de l'un et de l'autre, d'après la valeur usuelle de marchandises de mêmes nature et qualité.

(c) Lorsqu'un cadre, une palette ou tout engin similaire est utilisé pour grouper des marchandises, tout colis ou unité énuméré au connaissement comme étant inclus dans cet engin sera considéré comme un colis ou unité au sens de ce paragraphe. En dehors du cas prévu ci-dessus, cet engin sera considéré comme colis ou unité.

(d) Par franc, il faut entendre une unité consistant en 65,5 milligrammes d'or, au titre de 900 millièmes de fin. La date de conversion de la somme accordée en monnaie nationale sera déterminée par la loi de la juridiction saisie du litige.

(e) Ni le transporteur, ni le navire n'auront le droit de bénéficier de la limitation de responsabilité établie par ce paragraphe s'il est prouvé que le dommage résulte d'un acte ou d'une omission du transporteur qui a eu lieu, soit avec l'intention de provoquer un dommage, soit témérairement et avec conscience qu'un dommage en résulterait probablement.

(f) La déclaration mentionnée à l'alinéa (a) de ce paragraphe, insérée dans le connaissement constituera une présomption sauf preuve contraire, mais elle ne liera pas le transporteur qui pourra la contester.

(g) Par convention entre le transporteur, capitaine ou agent du transporteur et le chargeur, d'autres sommes maxima que celles mentionnées à l'alinéa (a) de ce paragraphe peuvent être déterminées, pourvu que ce montant maximum conventionnel ne soit pas inférieur au montant maximum correspondant mentionné dans cet alinéa.

(h) Ni le transporteur, ni le navire ne seront en aucun cas responsables pour perte ou dommage causé aux marchandises ou les concernant, si dans le connaissement le chargeur a fait sciemment une fausse déclaration de leur nature ou de leur valeur ».

Article 3

Entre les articles 4 et 5 de la Convention est inséré un article 4-*bis* libellé comme suit:

« 1. Les exonérations et limitations prévues par la présente Convention sont applicables à toute action contre le transporteur en réparation de pertes ou dommages à des marchandises faisant l'objet d'un contrat de transport, que l'action soit fondée sur la responsabilité contractuelle ou sur une responsabilité extra-contractuelle.

2. Si une telle action est intentée contre un préposé du transporteur, ce préposé pourra se prévaloir des exonérations et des limitations de responsabilité que le transporteur peut invoquer en vertu de la Convention.

3. L'ensemble des montants mis à charge du transporteur et de ses préposés ne dépassera pas dans ce cas la limite prévue par la présente Convention.

4. Toutefois le préposé ne pourra se prévaloir des dispositions du présent article, s'il est prouvé que le dommage résulte d'un acte ou d'une omission de ce préposé qui a eu lieu soit avec l'intention de provoquer un dommage, soit témérairement et avec conscience qu'un dommage en résulterait probablement ».

Article 4

L'article 9 de la Convention sera supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« La présente Convention ne porte pas atteinte aux dispositions des Conventions internationales ou des lois nationales régissant la responsabilité pour dommages nucléaires ».

Article 5

L'article 10 de la Convention sera supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« Les dispositions de la présente Convention s'appliqueront à tout connaissement relatif à un transport de marchandises entre ports relevant de deux Etats différents, quand:

(a) le connaissement est émis dans un Etat Contractant
ou

(b) le transport a lieu au départ d'un port d'un Etat Contractant
ou

(c) le connaissement prévoit que les dispositions de la presente Convention ou de toute autre législation les appliquant ou leur donnant effet régiront le contrat,

quelle que soit la nationalité du navire, du transporteur, du chargeur, du destinataire ou de toute autre personne intéressée.

Chaque Etat Contractant appliquera les dispositions de la présente Convention aux connaissements mentionnées ci-dessus.

Le présent article ne porte pas atteinte au droit d'un Etat Contractant d'appliquer les dispositions de la présente Convention aux connaissements non visés par les alinéas précédents ».

Article 6

Entre les Parties au présent protocole, la Convention et le Protocole seront considérés et interprétés comme un seul et même instrument.

Une Partie au présent Protocole ne se verra pas obligée d'appliquer les dispositions du présent Protocole aux connaissements délivrés dans un Etat Partie à la Convention mais n'étant pas Partie au présent Protocole.

Article 7

Entre les Parties au présent Protocole, la dénonciation de la Convention par l'une d'elles en vertu de l'article 15 de celle-ci ne doit pas être interprétée comme une dénonciation de la Convention amendée par le présent Protocole.

Article 8

Tout différend entre des Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la Convention, qui ne peut pas être réglé par voie de négociation, est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'une d'entre elles. Si dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour Internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

Article 9

(1) Chaque Partie Contractante pourra, au moment où elle signera ou ratifiera le présent Protocole ou y adhérera, déclarer qu'elle ne se considére pas liée par l'article 8 du présent Protocole. Les autres Parties Contractantes ne seront pas liées par cet article envers toute Partie Contractante qui aura formulé une telle réserve.

(2) Toute Partie Contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Gouvernement belge.

Article 10

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Etats qui, avant le 23 février 1968, ont ratifié la Convention ou qui y ont adhéré ainsi qu'à tout Etat représenté à la douzième session (1967-1968) de la Conférence diplomatique de Droit maritime.

Article 11

(1) Le présent Protocole sera ratifié.

(2) La ratification du présent Protocole par un Etat qui n'est pas Partie à la Convention emporte adhésion à la Convention.

(3) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement belge.

Article 12

(1) Les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies, non représentés à la douzième session de la Conférence diplomatique de Droit maritime, pourront adhérer au présent Protocole.

(2) L'adhésion au présent Protocole emporte adhésion à la Convention..

(3) Les instruments d'adhésion seront déposés auprés du Gouvernement belge.

Article 13

(1) Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt de dix instruments de ratification ou d'adhésion, dont au moins cinq émanant d'Etats qui possèdent chacun un tonnage global égal ou supérieur à un million de tonneaux de jauge brute.

(2) Pour chaque Etat ratifiant le présent Protocole ou y adhérant après la date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion déterminant l'entrée en vigueur telle qu'elle est fixée au paragraphe (1) du présent article, le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 14

(1) Chacun des Etats Contractants pourra dénoncer le présent Protocole par notification au Gouvernement belge.

(2) Cette dénonciation emportera dénonciation de la Convention.

(3) La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par le Gouvernement belge.

Article 15

(1) Tout Etat Contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'adhésion, ou à tout moment ultérieur, notifier par écrit au Gouvernement belge quels sont parmi les territoires qui sont soumis à sa souveraineté ou dont il assure les relations internationales ceux auxquels s'applique le présent Protocole.

Le Protocole sera applicable aux dits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Gouvernement belge, mais pas avant la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de cet Etat.

(2) Cette extension vaudra également pour la Convention si celle-ci n'est pas encore applicable à ces territoires.

(3) Tout Etat Contractant qui a souscrit une déclaration au titre du paragraphe (1) du présent article, pourra, à tout moment, aviser le Gouvernement belge que le Protocole cesse de s'appliquer aux territoires en question. Cette dénonciation prendra effet un an après la date de réception par le Gouvernement belge de la notification de dénonciation; elle vaudra également pour la Convention.

Article 16

Les Parties Contractantes peuvent mettre le présent Protocole en vigueur soit en lui donnant force de loi, soit en incorporant dans leur législation de la manière propre à celle-ci les règles adoptées aux termes du présent Protocole.

Article 17

Le Gouvernement belge notifiera aux Etats représentés à la douzième session (1967-1968) de la Conférence diplomatique de Droit maritime, aux Etats qui adhèrent au présent Protocole, ainsi qu'aux Etats liés par la Convention:

1. Les signatures, ratifications et adhésions reçues en application des articles 10, 11 et 12.

2. La date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur en application de l'article 13.

3. Les notifications au sujet de l'application territoriales faites en execution de l'article 15.

4. Les dénonciations reçues en application de l'article 14.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Bruxelles, le 23 février 1968, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement belge, lequel en délivrera des copies certifiées conformes.

POUR L'ALGERIE:

POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE: R. von UNGERN-STERNBERG, Ernst GESSLER.

POUR L'ARGENTINE: Carlos I. GARCIA TERAN.

POUR L'AUSTRALIE:

POUR L'AUTRICHE:

POUR LA BELGIQUE: Albert LILAR.

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE:

POUR LE CAMEROUN: F. OYONO. (*26 avril 1969*)

POUR LE CANADA: H. J. DARLING.

POUR LA REPUBLIQUE DE CHINE: Hiong-Fei TCHEN.

POUR L'ETAT DE LA CITE DU VATICAN: Robert DE SMET, Lionel TRICOT

POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO: E. PAYTIYO, B. KALONJI TSHIKALA.

POUR LA REPUBLIQUE DE COREE:

POUR LE DANEMARK: Eskil SVANE. (*20 novembre 1975*)

POUR L'EQUATEUR:

POUR L'ESPAGNE: Angel SANZ-BRIZ. (*23 août 1972*)

POUR LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE: Edward SCHMELTZER, Allan I. MENDELSOHN.

POUR LA FINLANDE: Sigurd von NUMERS.

POUR LA FRANCE: Etienne de CROUY-CHANEL. (*4 décembre 1968*)

POUR LE GHANA:

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD: Kenneth DIPLOCK.

POUR LA GRECE: A. ARGYROPOULOS.

POUR L'INDE:

POUR L'IRAN:

POUR L'IRLANDE:

POUR ISRAEL:

POUR L'ITALIE: Stanislao CANTONO DI CEVA.

POUR LE JAPON:

POUR LE LIBAN:

POUR LE LIBERIA: Herbert R. W. BREWER, George E. HENRIES, Burton H. WHITE.

POUR LE MAROC:

POUR LA MAURITANIE: Ali Bere KONE.

POUR MONACO:

POUR LE NICARAGUA:

POUR LE NIGERIA:

POUR LA NORVEGE: Jahn HALVORSEN. (*13 avril 1973*)

POUR LE PARAGUAY: Luis MARTINEZ MILTOS. (*30 avril 1968*)

POUR LES PAYS-BAS:

POUR LE PEROU:

POUR LA REPUBLIQUE DES PHILIPPINES: Nestor JOVEN, Romeo MALIMBAN, Conrado de CASTRO.

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE: Stanislaw MATYSIK.

La Rèpublique Populaire de Pologne ne se considère pas liée par l'article 8 du présent Protocole.

POUR LE PORTUGAL:

POUR LA REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE: Aly Hamdy HUSSEIN. (*4 juin 1973*)

POUR LA REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD:

POUR LA REPUBLIQUE MALGACHE:

POUR LA SUEDE: Tage GRÖNWALL.

POUR LA SUISSE: W. MÜLLER.

POUR LA THAILANDE:

POUR LE TOGO:

POUR L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES:

POUR L'URUGUAY: Carlos M. ROMERO UGARTECHE.

POUR LE VENEZUELA:

POUR LA YOUGOSLAVIE:

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel protocollo.

PROTOCOLLO
di modifica della Convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico

LE PARTI CONTRAENTI,

CONSIDERANDO che è auspicabile emendare la Convenzione internazionale per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, firmata a Bruxelles il 25 agosto 1924,

HANNO CONVENUTO le seguenti disposizioni:

ART. 1.

(1) All'articolo 3, paragrafo 4, deve essere aggiunto il testo seguente:

« Tuttavia, la prova contraria non è ammessa quando la polizza di carico è stata trasferita ad un terzo che agisca in buona fede ».

(2) All'articolo 3, paragrafo 6, verrà soppresso il quarto comma che sarà sostituito dalla seguente disposizione:

« Subordinatamente alle disposizioni del paragrafo 6-*bis*, il vettore e la nave saranno in ogni caso liberati da qualsiasi responsabilità relativamente alle merci, a meno che non venga promossa una azione entro un anno dalla loro consegna o dalla data in cui avrebbero dovuto essere consegnate. Tale termine può tuttavia essere esteso mediante un accordo concluso tra le parti posteriormente all'evento che ha dato luogo all'azione ».

(3) All'articolo 3, si deve aggiungere, dopo il paragrafo 6, un paragrafo 6-*bis*, così formulato:

« Le azioni di ricorso potranno essere esercitate anche dopo lo spirare del termine previsto al paragrafo precedente, se esercitate entro il termine stabilito dalla legge del Tribunale investito della questione. Tuttavia, tale termine non potrà essere inferiore a tre mesi a partire dal giorno in cui la persona che promuove l'azione di ricorso abbia regolato la questione relativa al reclamo o abbia ricevuto la notifica della citazione ».

ART. 2.

L'articolo 4, paragrafo 5, sarà soppresso e sostituito dal testo seguente:

« (a) A meno che la natura e il valore delle merci non siano stati dichiarati dal caricatore prima del loro imbarco e che tale dichiarazione sia stata inserita nella polizza di carico, il vettore, come la nave, non saranno in alcun caso ritenuti responsabili delle perdite o dei danni alle merci o relativi ad esse per una somma superiore all'equivalente di 10.000 franchi per collo o unità o 30 franchi per chilogrammo di peso lordo di merci andate perdute o danneggiate, essendo applicabile il limite più elevato.

(b) La somma totale dovuta sarà calcolata con riferimento al valore delle merci nel luogo e nel giorno in cui queste sono scaricate conformemente al contratto, o al giorno e al luogo in cui esse avrebbero dovuto essere scaricate.

Il valore della merce è determinato in base alle quotazioni della Borsa, o, in mancanza di queste, secondo il prezzo corrente sul mercato o, in mancanza di entrambi, secondo il valore usuale di merci della stessa natura e qualità.

(c) Quando un contenitore, una piattaforma portatile o simile dispositivo venga utilizzato per raggruppare delle merci, ogni collo od unità enumerato nella polizza di carico come incluso in tale dispositivo di trasporto, sarà considerato come un collo od una unità ai sensi del presente paragrafo. Tranne nel caso sopracitato, tale dispositivo di trasporto sarà considerato come un collo od una unità.

(d) Per franco, si deve intendere una unità consistente in 65,5 milligrammi di oro, al titolo di 900 millesimi di fino. La data di conversione della somma accordata in valuta nazionale sarà determinata dalla legge della giurisdizione investita della controversia.

(e) Né il vettore, né la nave avranno il diritto di godere della limitazione di responsabilità prevista dal presente paragrafo qualora sia provato che il danno risulta da un atto od un'omissione del vettore che abbia avuto luogo sia con l'intenzione di provocare un danno, sia per incuria e con la convinzione che probabilmente ne sarebbe derivato un danno.

(f) La dichiarazione di cui al comma (a) del presente paragrafo, inserita nella polizza di carico, costituirà prova di « prima facie » ma non sarà vincolante per il vettore che potrà contestarla.

(g) Mediante accordi tra il vettore, il capitano o l'agente del vettore e il caricatore potranno essere fissati altri montanti massimi diversi da quelli di cui al comma (a) del presente paragrafo, purché tale ammontare massimo convenuto non sia inferiore all'ammontare massimo corrispondente citato in tale comma.

(h) Né il vettore, né la nave saranno in alcun caso ritenuti responsabili per perdita o danno causato alle merci o ad esse relativo, qualora nella polizza di carico il caricatore abbia fatto coscientemente una falsa dichiarazione circa la loro natura o il loro valore ».

ART. 3.

Tra gli articoli 4 e 5 della Convenzione viene inserito un articolo 4-*bis*, così redatto:

« 1. Le esenzioni e limitazioni previste dalla presente Convenzione sono applicabili ad ogni azione contro il vettore ad indennizzo di perdite o danni a merci che siano oggetto di un contratto di trasporto, sia che l'azione sia basata sulla responsabilità contrattuale che su di una responsabilità extra-contrattuale.

2. Ove venga intentata una tale azione contro un preposto del vettore, tale preposto potrà avvalersi delle esenzioni e delle limitazioni di responsabilità che il vettore può invocare in virtù della Convenzione.

3. L'insieme degli ammontari a carico del vettore e dei suoi preposti, non dovrà superare in tal caso il limite previsto dalla presente Convenzione.

4. Tuttavia, il preposto non potrà valersi delle disposizioni del presente articolo, ove sia provato che il danno deriva da un atto od un'omissione di tale preposto che abbia avuto luogo sia con l'intenzione di provocare un danno, sia per incuria e con la consapevolezza che probabilmente ne sarebbe derivato un danno ».

ART. 4.

L'articolo 9 della Convenzione verrà soppresso e sostituito dalla seguente disposizione:

« La presente Convenzione non pregiudica le disposizioni delle Convenzioni internazionali o delle leggi nazionali che regolano la responsabilità per danni nucleari ».

ART. 5.

L'articolo 10 della Convenzione verrà soppresso e sostituito dalla seguente disposizione:

« Le disposizioni della presente Convenzione si applicheranno ad ogni polizza di carico relativa ad un trasporto di merci tra porti appartenenti a due Stati diversi, quando:

a) la polizza di carico viene emessa in uno Stato contraente;

o

b) il trasporto ha luogo con partenza da un porto di uno Stato contraente;

o

c) la polizza di carico prevede che le disposizioni della presente Convenzione o di ogni altra legislazione che le applica o dà loro efficacia regoleranno il contratto,

qualunque sia la nazionalità della nave, del vettore, del caricatore, del destinatario o di ogni altra persona interessata.

Ogni Stato Contraente applicherà le disposizioni della presente Convenzione alle polizze di carico sopracitate.

Il presente articolo non pregiudica il diritto di uno Stato Contraente di applicare le disposizioni della presente Convenzione alle polizze di carico non previste dai commi precedenti.

ART. 6.

Tra le Parti Contraenti del presente Protocollo, la Convenzione ed il Protocollo saranno considerati e interpretati come un solo ed unico strumento.

Una parte del presente Protocollo non si vedrà obbligata ad applicare le disposizioni del presente Protocollo alle polizze di carico rilasciate in uno Stato Parte della Convenzione ma che non sia Parte del presente Protocollo.

ART. 7.

Tra le Parti del presente Protocollo, la denuncia della Convenzione da parte di una di esse in virtù dell'articolo 15 di quest'ultima non deve essere interpretata come una denuncia della Convenzione emendata dal presente Protocollo.

ART. 8.

Ogni controversia tra le Parti Contraenti relativa all'interpretazione o all'applicazione della Convenzione, che non possa essere composta per via negoziale, viene sottoposta ad arbitrato, a richiesta di una di esse. Se, entro i sei mesi successivi alla data di richiesta di arbitrato, le Parti non giungono ad un accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, una qualsiasi di esse può sottoporre la controversia alla Corte Internazionale di Giustizia, depositando una richiesta conformemente allo Statuto della Corte.

ART. 9.

(1) Ogni Parte Contraente potrà, al momento della firma o della ratifica del presente Protocollo o della sua adesione ad esso, dichiarare di non ritenersi vincolata dall'articolo 8 del presente Protocollo. Le altre Parti Contraenti non saranno vincolate da questo articolo nei confronti di ogni Parte Contraente che abbia formulato una tale riserva.

(2) Ogni Parte Contraente che abbia formulato una riserva conformemente al paragrafo precedente potrà in ogni momento ritirarla mediante notifica indirizzata al Governo belga.

ART. 10.

Il presente Protocollo sarà aperto alla firma degli Stati che, prima del 23 febbraio 1968, abbiano ratificato la Convenzione o che vi abbiano aderito, nonché ad ogni Stato rappresentato alla dodicesima sessione (1967-1968) della Conferenza diplomatica di diritto del mare.

ART. 11.

(1) Il presente Protocollo sarà ratificato.

(2) La ratifica del presente Protocollo di uno Stato che non sia parte della Convenzione comporta l'adesione alla Convenzione.

(3) Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Governo belga.

ART. 12.

(1) Gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o delle istituzioni specializzate delle Nazioni Unite, non rappresentati alla dodicesima sessione della Conferenza diplomatica di diritto del mare, potranno aderire al presente Protocollo.

(2) L'adesione al presente Protocollo comporta l'adesione alla Convenzione.

(3) Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Governo belga.

ART. 13.

(1) Il presente Protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito di dieci strumenti di ratifica o di adesione, almeno cinque dei quali provenienti da Stati che possiedono ciascuno un tonnellaggio globale uguale o superiore ad un milione di tonnellate di stazza lorda.

(2) Per ogni Stato che ratifichi il presente Protocollo o che vi aderisca dopo la data del deposito dello strumento di ratifica o di adesione determinante l'entrata in vigore, come fissata nel paragrafo (1) del presente articolo, il presente Protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo il deposito del proprio strumento di ratifica o di adesione.

ART. 14.

(1) Ciascuno degli Stati contraenti potrà denunciare il presente Protocollo mediante notifica al Governo belga.

(2) Tale denuncia comporterà la denuncia della Convenzione.

(3) La denuncia acquisterà efficacia un anno dopo la data di ricezione della notifica da parte del Governo belga.

ART. 15.

(1) Ogni Stato Contraente potrà, al momento della firma, della ratifica, dell'adesione, o in ogni momento successivo, notificare per iscritto al Governo belga quali sono, fra i territori sottoposti alla propria sovranità o di cui esso assicuri le relazioni internazionali, quelli ai quali si applica il presente Protocollo.
Il Protocollo sarà applicabile ai detti territori tre mesi dopo la data di ricezione di detta notifica da parte del Governo belga, ma non prima della data di entrata in vigore del presente Protocollo nei confronti di tale Stato.

(2) Tale estensione varrà anche per la Convenzione ove questa non sia ancora applicabile a tali territori.

(3) Ogni Stato Contraente che abbia sottoscritto una dichiarazione ai sensi del paragrafo (1) del presente articolo, potrà, in ogni momento, avvertire il Governo belga che il Protocollo cessa di applicarsi ai territori in questione. Tale denuncia acquisterà efficacia un anno dopo la data di ricezione, da parte del Governo belga, della notifica di denuncia; essa varrà ugualmente per la Convenzione.

ART. 16.

Le Parti Contraenti possono far entrare in vigore il presente Protocollo sia dandogli forza di legge, che incorporando nella propria legislazione, nella forma ad essa appropriata, le norme adottate ai sensi del presente Protocollo.

ART. 17.

Il Governo belga notificherà agli Stati rappresentati alla dodicesima sessione (1967-1968) della Conferenza diplomatica di diritto del mare, agli Stati che aderiscono al presente Protocollo, nonché agli Stati vincolati dalla Convenzione:

1. le firme, le ratifiche e le adesioni ricevute in applicazione degli articoli 10, 11 e 12;

2. la data in cui il presente Protocollo entrerà in vigore in applicazione dell'articolo 13;

3. le notifiche relative all'applicazione territoriale fatte in attuazione dell'articolo 15;

4. le denunce ricevute in applicazione dell'articolo 14.

In fede di che, i plenipotenziari sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Bruxelles, il 23 febbraio 1968, nelle lingue francese ed inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare, che resterà depositato negli archivi del Governo belga, che ne rilascerà copie certificate conformi.

(*Seguono le firme*).

LEGGE 12 giugno 1984, n. 244.

Ratifica ed esecuzione del protocollo di modifica della convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, come emendata dal protocollo del 23 febbraio 1968, aperto alla firma a Bruxelles il 21 dicembre 1979.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Promulga

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo di modifica della Convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, come emendata dal protocollo del 23 febbraio 1968, aperto alla firma a Bruxelles il 21 dicembre 1979.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo VIII del protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 giugno 1984

PERTINI

Craxi — Andreotti — Martinazzoli — Carta

Visto, *il Guardasigilli*: Martinazzoli

PROTOCOLE

portant modification de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement du 25 août 1924, telle qu'amendée par le Protocole de modification du 23 février 1968.

Les Parties contractantes au present protocole,

Etant Parties à la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement faite à Bruxelles le 25 août 1924, telle qu'amendée par le Protocole portant modification de cette Convention, fait à Bruxelles le 23 février 1968,

Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I.

Aux fins du présent Protocole il faut entendre par « Convention » la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement et son Protocole de signature faits à Bruxelles le 25 août 1924 telle qu'amendée par le Protocole fait à Bruxelles le 23 février 1968.

ARTICLE II.

1. L'alinéa (*a*) du paragraphe 5 de l'article 4 de la Convention est remplacé par le texte suivant:

« (*a*) A moins que la nature et la valeur des marchandises n'aient été déclarées par le chargeur avant leur embarquement et que cette déclaration ait été insérée dans le connaissement, le transporteur, comme le navire, ne seront en aucun cas responsables des pertes ou dommages des marchandises ou concernant celles-ci pour une somme supérieure à 666,67 unités de compte par colis ou unité ou 2 unités de compte par kilogramme de poids brut des marchandises perdues ou endommagées, la limite la plus élevée étant applicable ».

2. L'alinéa (*d*) du paragraphe 5 de l'article 4 de la Convention est remplacé par le texte suivant:

« (*d*) L'unité de compte mentionnée dans le présent article est le Droit de Tirage Spécial tel que défini par le Fonds Monétaire

International. La somme mentionnée à l'alinéa (*a*) de ce paragraphe sera convertie dans la monnaie nationale suivant la valeur de cette monnaie à une date qui sera déterminée par la loi de la juridiction saisie de l'affaire.

La valeur en Droit de Tirage Spécial d'une monnaie nationale d'un Etat qui est membre du Fonds Monétaire International est calculée selon la méthode d'évaluation appliquée par le Fonds Monétaire International, à la date en question pour ses propres opérations et transactions. La valeur en Droit de Tirage Spécial d'une monnaie nationale d'un Etat non membre du Fonds Monétaire International est calculée de la façon déterminée par cet Etat.

Toutefois, un Etat qui n'est pas membre du Fonds Monétaire International et dont la législation ne permet pas l'application des dispositions prévues aux phrases précédentes peut, au moment de la ratification ou de l'adhésion ou encore à tout moment par la suite, déclarer que les limites de la responsabilité prévues dans cette Convention et applicables sur son territoire, sont fixées de la manière suivante:

i) en ce qui concerne la somme de 666,67 unités de compte mentionnée à l'alinéa (*a*) du paragraphe 5 du présent article, 10.000 unités monétaires;

ii) en ce qui concerne la somme de 2 unités de compte mentionnée à l'alinéa (*a*) du paragraphe 5 du présent article, 30 unités monétaires.

L'unité monétaire à laquelle il est fait référence à la phrase précédente correspond à 65,5 milligrammes d'or au titre de 900 millièmes de fin. La conversion en monnaie nationale des sommes mentionnées dans cette phrase s'effectuera conformément à la législation de l'Etat en cause.

Le calcul et la conversion mentionnés aux phrases précédentes seront faits de manière à exprimer en monnaie nationale de l'Etat, dans la mesure du possible, la même valeur réelle pour les sommes mentionnées à l'alinéa (*a*) du paragraphe 5 du présent article, que celle exprimée en unités de compte. Les Etats communiqueront au dépositaire leur méthode de calcul, ou les résultats de la conversion selon les cas, au moment du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion et chaque fois qu'un changement se produit dans leur méthode de calcul ou dans la valeur de leur monnaie nationale par rapport à l'unité de compte ou à l'unité monétaire ».

Article III.

Tout différend entre les Parties concernant l'interprétation ou l'application de la Convention et du présent Protocole qui ne peut pas être réglé par voie de négociation, est soumis à l'arbitrage, à la requête de l'une d'entre elles. Si dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre

d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour Internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

ARTICLE IV.

1. Chaque Partie contractante pourra, au moment de la signature ou de la ratification du présent Protocole ou au moment de l'adhésion, déclarer qu'elle ne se considère pas liée par l'article III.

2. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Gouvernement belge.

ARTICLE V.

Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats qui ont signé la Convention du 25 août 1924 ou le Protocole du 23 février 1968 ou qui sont Parties à la Convention.

ARTICLE VI.

1. Le présent Protocole sera ratifié.

2. La ratification du présent Protocole par un Etat qui n'est pas Partie à la Convention vaut également pour la Convention.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement belge.

ARTICLE VII.

1. Les Etats non visés à l'article V, pourront adhérer au présent Protocole.

2. L'adhésion au présent Protocole vaut également pour la Convention.

3. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement belge.

ARTICLE VIII.

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt de cinq instruments de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat ratifiant le présent Protocole ou y adhérant après le cinquième dépôt, le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE IX.

1. Les Parties contractantes pourront dénoncer le présent Protocole par notification au Gouvernement belge.

2. La dénonciation prendra effet un an aprés la date de réception de la notification par le Gouvernement belge.

ARTICLE X.

1. Tout Etat pourra, au moment de la signature de la ratification, de l'adhésion ou à tout moment ultérieur, notifier par écrit au Gouvernement belge quels sont parmi les territoires dont il assure les relations internationales ceux auxquels s'applique le présent Protocole. Le Protocole sera applicable aux dits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Gouvernement belge, mais pas avant la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de cet Etat.

2. Cette extension vaudra également pour la Convention si celle-ci n'est pas encore applicable à ces territoires.

3. Les Parties contractantes qui ont souscrit une déclaration au titre du paragraphe 1 du présent article, pourront à tout moment, aviser le Gouvernement belge que le Protocole cesse de s'appliquer aux territoires en question. Cette dénonciation prendra effet un an après la date de réception par le Gouvernement belge de la notification de dénonciation.

ARTICLE XI.

Le Gouvernement belge notifiera aux Etats signataires et adhérents:

1. Les signatures, ratifications et adhésions reçues en application des articles V, VI et VII.

2. La date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur en application de l'article VIII.

3. Les notifications au sujet de l'application territoriale faites en exécution de l'article X.

4. Les déclarations et communications faites en application de l'article II.

5. Les déclarations faites en application de l'article IV.

6. Les dénonciations reçues en application de l'article IX.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Bruxelles, le 21 décembre 1979, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement belge, lequel en délivrera des copies certifiées conformes.

Pour l'Algerie:

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Pour l'Angola:

Pour l'Argentine:

Pour la Belgique:

F. BAEKELANDT

Pour le Chili:

E. CORNEJO FULLER

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

S. Marcus HELMONS

Pour le Danemark:

Pour l'Egypte:

Pour l'Equateur:

Pour l'Espagne:

Nuño AGUIRRE de CARCER y LOPEZ

(4 juin 1980)

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Pour la Grèce:

Pour la Hongrie:

Pour Israël:

Pour l'Italie:

Fernando NATALE

(30 octobre 1980)

Pour le Japon:

Pour le Kenya:

Pour le Liban:

J. DONATO

(7 février 1980)

Pour le Liberia:

Pour Madagascar:

P. RANJEVA

(11 janvier 1980)

Pour Monaco:

Pour le Nigeria:

Pour Maurice:

Pour la Norvège:

Pour les Pays-Bas:

Pour le Pérou:

Pour la Pologne:

W. FLERA

Pour le Portugal:

Paulo Tiago Fernandes JERONIMO da SILVA

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

C. A. PALMER

Pour le Sénégal:

Pour Singapour:

G. J. KNIGHT

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

W. MULLER

R. STETTLER

Pour la Syrie:

F. LAHAM

L'acceptation de ce Protocole ainsi que sa signature n'implique en aucune facon la reconnaissance d'Israël et n'entraine pas l'engagement de la République Arabe Syrienne d'entretenir des relations découlant des dispositions de ce document.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel protocollo.

PROTOCOLLO

di modifica della Convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico emendata dal Protocollo di modifica del 23 febbraio 1968.

Le Parti contraenti del presente Protocollo,

essendo Parti alla Convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, fatta a Bruxelles il 25 agosto 1924 emendata dal Protocollo di modifica di questa Convenzione fatto a Bruxelles il 23 febbraio 1968,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

Ai fini del presente Protocollo, per «Convenzione» si intende la Convenzione internazionale per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico e il suo Protocollo fatti a Bruxelles il 25 agosto 1924, così come emendata dal Protocollo fatto a Bruxelles il 23 febbraio 1968.

ARTICOLO II.

1. L'articolo 4, paragrafo 5 (*a*), della Convenzione è sostituito dal testo seguente:

« (*a*) A meno che la natura ed il valore di tali merci sia stato dichiarato dallo spedizioniere prima della spedizione e inserito nella polizza di carico, né il vettore né la nave saranno in alcun caso né diventeranno responsabili di perdite o danni alle merci o rela-

tivamente ad esse per un ammontare superiore a 666,67 unità di conto per collo o unità, o 2 unità di conto per chilo di peso lordo delle merci perdute o danneggiate, essendo applicabile il limite massimo ».

2. L'articolo 4, paragrafo 5 (*d*), è sostituito dal testo seguente:

« (*d*) L'unità di conto menzionata nel presente articolo consiste nel Diritto Speciale di Prelievo così come definito dal Fondo Monetario Internazionale. L'ammontare di cui alla lettera (*a*) del presente paragrafo viene convertito nella moneta nazionale sulla base del valore di detta moneta alla data fissata con legge dal Tribunale investito della controversia.

Il valore, in Diritto Speciale di Prelievo, della moneta nazionale dello Stato membro del Fondo Monetario Internazionale viene calcolato alla data in questione secondo il metodo di valutazione applicato dal Fondo Monetario Internazionale per le sue operazioni e transazioni. Il valore, in Diritto Speciale di Prelievo, della moneta nazionale di uno Stato che non sia membro del Fondo Monetario Internazionale, viene calcolato secondo quanto stabilito da detto Stato.

Tuttavia, uno Stato che non sia membro del Fondo Monetario Internazionale e la cui legislazione non permetta di applicare le disposizioni previste ai precedenti periodi può, al momento della ratifica del Protocollo del 1979 o dell'adesione a quest'ultimo o in qualunque altro momento successivo, dichiarare che il limite della responsabilità previsto da tale Convenzione e applicabile sul suo territorio è fissato come segue:

i) per quanto riguarda la somma di 666,67 unità di conto di cui alla lettera (*a*) del paragrafo (5) del presente articolo, 10.000 unità monetarie;

ii) per quanto concerne la somma di 2 unità di conto menzionate alla lettera (*a*) del paragrafo (5) del presente articolo, 30 unità monetarie.

L'unità monetaria di cui al precedente periodo corrisponde a 65,5 milligrammi di oro al titolo di 900 millesimi di fino. La conversione nella moneta nazionale delle somme di cui al presente periodo viene effettuata conformemente alla legislazione dello Stato interessato.

Il calcolo e la conversione menzionati ai precedenti paragrafi, devono essere effettuati in modo da tradurre in moneta nazionale dello Stato lo stesso valore reale, per quanto possibile, di quello espresso in unità di conto alla lettera (*a*) del paragrafo (5) del presente articolo.

Al momento del deposito di uno strumento di ratifica o di adesione e ogni qual volta si verifichi un cambiamento nel loro metodo di calcolo o nel valore della loro moneta nazionale in rapporto all'unità di conto o all'unità monetaria, gli Stati comunicheranno al depositario il loro metodo di calcolo, o i risultati della conversione a seconda dei casi ».

ARTICOLO III.

Ogni controversia tra le Parti relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Protocollo, che non possa essere composta per via negoziale, viene sottoposta ad arbitrato, a richiesta di una di esse. Se, entro i sei mesi successivi alla data di richiesta dell'arbitrato, le Parti non giungono ad un accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, una qualsiasi di esse può sottoporre la controversia alla Corte Internazionale di Giustizia, depositando una richiesta conformemente allo Statuto della Corte.

ARTICOLO IV.

1. Ogni Parte contraente potrà, al momento della firma o della ratifica del presente Protocollo o della sua adesione ad esso, dichiarare di non ritenersi vincolata dall'articolo III del presente Protocollo.

2. Ogni Parte contraente che abbia formulato una riserva conformemente al paragrafo precedente potrà in ogni momento ritirarla mediante notifica indirizzata al Governo belga.

ARTICOLO V.

Il presente Protocollo sarà aperto alla firma degli Stati che hanno firmato la Convenzione del 25 agosto 1924 o il Protocollo del 23 febbraio 1968 o che sono Parti alla Convenzione.

ARTICOLO VI.

1. Il presente Protocollo sarà ratificato.

2. La ratifica del presente Protocollo da parte di uno Stato che non sia parte della Convenzione vale anche per la Convenzione.

3. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Governo belga.

ARTICOLO VII.

1. Gli Stati non previsti all'articolo V potranno aderire al presente Protocollo.

2. L'adesione al presente Protocollo vale anche per la Convenzione.

3. Gli strumenti d'adesione verranno depositati presso il Governo belga.

ARTICOLO VIII.

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito di cinque strumenti di ratifica o di adesione.

2. Per ogni Stato che ratificherà il presente Protocollo o vi aderirà dopo il quinto deposito, il presente Protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo il deposito del suo strumento di ratifica o di adesione.

ARTICOLO IX.

1. Le Parti contraenti potranno denunciare il presente Protocollo mediante notifica al Governo belga.

2. La denuncia acquisterà efficacia un anno dopo la data di ricezione della notifica da parte del Governo belga.

ARTICOLO X.

1. Ogni Stato contraente potrà, al momento della firma, della ratifica, dell'adesione, o in ogni momento successivo, notificare per iscritto al Governo belga quali sono, fra i territori sottoposti alla propria sovranità o di cui esso assicuri le relazioni internazionali, quelli ai quali si applica il presente Protocollo.

Il Protocollo sarà applicabile ai detti territori tre mesi dopo la data di ricezione di detta notifica da parte del Governo belga, ma non prima della data di entrata in vigore del presente Protocollo nei confronti di tale Stato.

2. Tale estensione varrà anche per la Convenzione ove questa non sia ancora applicabile a tali territori.

3. Ogni Parte contraente che abbia sottoscritto una dichiarazione ai sensi del paragrafo (1) del presente articolo, potrà, in ogni momento, avvertire il Governo belga che il Protocollo cessa di applicarsi ai territori in questione. Tale denuncia acquisterà efficacia un anno dopo la data di ricezione, da parte del Governo belga, della notifica di denuncia.

ARTICOLO XI.

Il Governo belga notificherà agli Stati firmatari e aderenti:

1) Le firme, le ratifiche e le adesioni ricevute in applicazione degli articoli V, VI e VII.

2) La data dell'entrata in vigore del presente Protocollo in applicazione dell'articolo VIII.

3) Le notifiche relative all'applicazione territoriale fatta in attuazione dell'articolo X.

4) Le dichiarazioni e comunicazioni fatte in applicazione dell'articolo II.

5) Le dichiarazioni fatte in applicazione dell'articolo IV.

6) Le denunce ricevute in applicazione dell'articolo IX.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Bruxelles, il 21 dicembre 1979, nelle lingue francese e inglese, i due testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che resterà depositato negli archivi del Governo belga, che ne rilascerà copie certificate conformi.

(Seguono le firme).

DECRETI MINISTERIALI

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

DECRETO 15 giugno 1984.

Integrazione della riserva premi per le assicurazioni dei danni derivanti dalle calamità naturali costituite da terremoto, maremoto, eruzione vulcanica e fenomeni connessi.

IL MINISTRO DELL'INDUSTRIA, DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private approvato con decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1959, n. 449;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63;

Vista la legge 10 giugno 1978, n. 295, recante nuove norme per l'esercizio delle assicurazioni private contro i danni ed in particolare l'art. 30, quinto e sesto comma;

Visto il decreto ministeriale in data 29 ottobre 1981, con il quale sono stati fissati i criteri di integrazione della riserva premi per le assicurazioni dei danni causati dalla grandine e da altre calamità naturali;

Considerata l'opportunità di prevedere una riserva premi integrativa anche per le assicurazioni dei danni causati dalle calamità naturali costituite dal terremoto, maremoto, eruzione vulcanica e fenomeni connessi;

Considerata la particolare natura e le caratteristiche dei rischi garantiti con le assicurazioni dei danni derivanti da terremoto, maremoto, eruzione vulcanica e fenomeni connessi;

Vista la lettera in data 10 maggio 1984, con la quale l'ISVAP ha espresso il proprio parere favorevole alla costituzione di una riserva premi integrativa per i rischi sopra indicati;

Decreta:

Art. 1.

Le imprese autorizzate ad esercitare nel territorio della Repubblica le assicurazioni dei danni derivanti da terremoto, maremoto, eruzione vulcanica e fenomeni connessi debbono, alla fine di ciascun esercizio, integrare la riserva dei premi per i rischi in corso, relativa ai contratti di assicurazione dei predetti danni compresi nel portafoglio italiano, con un ulteriore accantonamento di importo pari a quello risultante dalla sommatoria del trentacinque per cento dei premi dell'esercizio e del settanta per cento dei premi del o degli esercizi precedenti, concernenti le assicurazioni stesse.

L'integrazione di cui al comma precedente deve essere calcolata sulla base dei premi lordi, con la sola deduzione delle imposte a carico degli assicurati.

Art. 2.

L'obbligo di cui all'art. 1 cessa quando l'accantonamento integrativo ha raggiunto un importo pari a cento volte l'ammontare dei premi dell'esercizio.

Art. 3.

L'importo dei sinistri di un esercizio che ecceda l'ammontare dei premi dell'esercizio stesso è imputato sull'accantonamento costituito a norma dell'art. 1, primo comma.

Art. 4.

Per l'accantonamento integrativo previsto dal presente decreto vanno osservate le disposizioni che disciplinano la copertura della riserva premi per i rischi in corso.

Art. 5.

Le disposizioni del presente decreto si applicano a decorrere dall'esercizio successivo a quello in corso alla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 15 giugno 1984

Il Ministro: ALTISSIMO

(3252)

MINISTERO DEL TESORO

DECRETO 18 giugno 1984.

Emissione di buoni ordinari del Tesoro al portatore a tre mesi.

IL MINISTRO DEL TESORO

Visto il decreto ministeriale 30 dicembre 1983 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 3 del 4 gennaio 1984 con il quale sono state fissate le modalità di emissione dei buoni ordinari del Tesoro;

Decreta:

Per il giorno 29 giugno 1984 è disposta l'emissione dei buoni ordinari del Tesoro a tre mesi al portatore, fino al limite massimo in valore nominale di lire 1.500 miliardi.

Per detti buoni il prezzo base di collocamento è stabilito in lire 96,55 per cento lire di valore nominale e la relativa spesa per interessi graverà sul cap. 4677 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro dell'esercizio finanziario 1984.

L'assegnazione e l'aggiudicazione dei buoni ordinari del Tesoro avverrà con le modalità indicate negli articoli 15, 16, 17 e 18 del decreto 30 dicembre 1983 citato nelle premesse. L'offerta senza indicazione di prezzo di cui alla lettera *a*) dell'art. 16 può essere presentata fino ad un importo massimo di 2 miliardi.

Il prezzo medio ponderato risultante dalle richieste di cui all'art. 15, rimaste aggiudicatarie, maggiorato nella misura di 10 centesimi, sarà reso noto con apposito comunicato del Ministero del tesoro.

Il collocamento dei BOT verrà effettuato nei confronti della Banca d'Italia, delle aziende di credito e dei loro istituti centrali di categoria e degli istituti di credito speciale.

Le relative richieste di acquisto, ivi compresa quella della Banca d'Italia, dovranno pervenire alla Banca d'Italia in Roma - Amministrazione centrale - Servizio rapporti col Tesoro - Via Nazionale n. 91, entro e non oltre le ore 12 del giorno 25 giugno 1984 con l'osservanza delle modalità stabilite nell'art. 6 del decreto ministeriale 30 dicembre 1983.

I buoni verranno emessi solamente per le serie: Q (lire 1 miliardo), R (lire 5 miliardi), S (lire 10 miliardi) e T (lire 50 miliardi); le altre serie previste dal decreto ministeriale 30 dicembre 1983 citato nelle premesse saranno utilizzate per quote di assegnazione inferiori al miliardo di lire.

Il presente decreto sarà sottoposto alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 18 giugno 1984

Il Ministro: GORIA

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *giugno* 1984
Registro n. 21 *Tesoro, foglio n.* 65

(3271)

DECRETO 18 giugno 1984.

Emissione di buoni ordinari del Tesoro al portatore a sei mesi.

IL MINISTRO DEL TESORO

Visto il decreto ministeriale 30 dicembre 1983 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 3 del 4 gennaio 1984 con il quale sono state fissate le modalità di emissione dei buoni ordinari del Tesoro;

Decreta:

Per il giorno 29 giugno 1984 è disposta l'emissione dei buoni ordinari del Tesoro a sei mesi al portatore, fino al limite massimo in valore nominale di lire 6.500 miliardi.

Per detti buoni il prezzo base di collocamento è stabilito in lire 93,20 per cento lire di valore nominale e la relativa spesa per interessi graverà sul cap. 4677 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro dell'esercizio finanziario 1984.

L'assegnazione e l'aggiudicazione dei buoni ordinari del Tesoro avverrà con le modalità indicate negli articoli 15, 16, 17 e 18 del decreto 30 dicembre 1983 citato nelle premesse. L'offerta senza indicazione di prezzo di cui alla lettera *a*) dell'art. 16 può essere presentata fino ad un importo massimo di 2 miliardi.

Il prezzo medio ponderato risultante dalle richieste di cui all'art. 15, rimaste aggiudicatarie, maggiorato nella misura di 10 centesimi, sarà reso noto con apposito comunicato del Ministero del tesoro.

Il collocamento dei buoni verrà effettuato nei confronti della Banca d'Italia, dell'Ufficio italiano dei cambi, delle aziende di credito e dei loro istituti centrali di categoria, degli istituti di credito speciale, delle imprese di assicurazione, delle società finanziarie iscritte all'albo di cui all'art. 4 del decreto ministeriale 30 dicembre 1983, di altri operatori tramite gli agenti di cambio, nonché degli enti con finalità di previdenza e di assistenza soggetti al controllo della Corte dei conti ai sensi della legge 21 marzo 1958, n. 259.

Le relative richieste di acquisto, ivi compresa quella della Banca d'Italia, dovranno pervenire alla Banca d'Italia - Amministrazione centrale - Servizio rapporti col tesoro - Via Nazionale n. 91, entro e non oltre le

ore 12 del giorno 25 giugno 1984 con l'osservanza delle modalità stabilite nell'art. 6 del decreto ministeriale 30 dicembre 1983.

Il presente decreto sarà sottoposto alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 18 giugno 1984

Il Ministro: GORIA

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *giugno* 1984
Registro n. 21 *Tesoro, foglio n.* 66

(3272)

DECRETO 18 giugno 1984.

Emissione di buoni ordinari del Tesoro al portatore a dodici mesi.

IL MINISTRO DEL TESORO

Visto il decreto ministeriale 30 dicembre 1983 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 3 del 4 gennaio 1984 con il quale sono state fissate le modalità di emissione dei buoni ordinari del Tesoro;

Decreta:

Per il giorno 29 giugno 1984 è disposta l'emissione dei buoni ordinari del Tesoro a dodici mesi al portatore, fino al limite massimo in valore nominale di lire 7.000 miliardi.

Per detti buoni il prezzo base di collocamento è stabilito in lire 86,80 per cento lire di valore nominale e la relativa spesa per interessi graverà sul cap. 4677 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro dell'esercizio finanziario 1985.

L'assegnazione dei buoni ordinari del Tesoro avverrà con le modalità indicate nell'art. 14 del decreto ministeriale 30 dicembre 1983 citato nelle premesse e le sezioni di tesoreria provinciale, in deroga a quanto stabilito dall'art. 11 del decreto medesimo, continueranno ad apporre sui titoli, all'atto della emissione, l'indicazione degli interessi sia in valore assoluto sia in misura percentuale.

Il collocamento dei buoni verrà effettuato nei confronti della Banca d'Italia, dell'Ufficio italiano dei cambi, delle aziende di credito e dei loro istituti centrali di categoria, degli istituti di credito speciale, delle imprese di assicurazione, delle società finanziarie iscritte all'albo di cui all'art. 4 del decreto ministeriale 30 dicembre 1983; di altri operatori tramite gli agenti di cambio, nonché degli enti con finalità di previdenza e di assistenza soggetti al controllo della Corte dei conti ai sensi della legge 21 marzo 1958, n. 259.

Le relative richieste di acquisto, ivi compresa quella della Banca d'Italia, dovranno pervenire alla Banca d'Italia in Roma - Amministrazione centrale - Servizio rapporti col tesoro - Via Nazionale n. 91, entro e non oltre le ore 12 del giorno 25 giugno 1984 con l'osservanza delle modalità stabilite nell'art. 6 del decreto ministeriale 30 dicembre 1983.

Il presente decreto sarà sottoposto alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 18 giugno 1984

Il Ministro: GORIA

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *giugno* 1984
Registro n. 21 *Tesoro, foglio n.* 67

(3273)

COMUNITÀ EUROPEE

Provvedimenti pubblicati nella « Gazzetta Ufficiale » delle Comunità europee

Regolamento (CEE) n. 1591/84 del Consiglio, del 4 giugno 1984, relativo alla conclusione dell'accordo di cooperazione tra la Comunità economica europea, da un lato, e l'accordo di Cartagena ed i suoi paesi membri, Bolivia, Colombia, Ecuador, Perù e Venezuela, dall'altro.

Pubblicato nel n. L 153 *dell'*8 *giugno* 1984.

(144/C)

Regolamento (CEE) n. 1592/84 della commissione, del 7 giugno 1984, che fissa i prelievi all'importazione applicabili ai cereali, alle farine, alle semole e ai semolini di frumento o di segala.

Regolamento (CEE) n. 1593/84 della Commissione, del 7 giugno 1984, che fissa i supplementi da aggiungere ai prelievi all'importazione per i cereali, le farine e il malto.

Regolamento (CEE) n. 1594/84 della commissione, del 7 giugno 1984, che fissa i prelievi minimi all'importazione dell'olio d'oliva, nonché i prelievi all'importazione degli altri prodotti del settore dell'olio d'oliva.

Regolamento (CEE) n. 1595/84 della commissione, del 7 giugno 1984, che fissa l'importo supplementare per le uova in guscio.

Regolamento (CEE) n. 1596/84 della commissione, del 7 giugno 1984, che fissa l'importo supplementare per i prodotti di uova.

Regolamento (CEE) n. 1597/84 della commissione, del 7 giugno 1984, che fissa gli importi supplementari per il pollame vivo e per il pollame macellato.

Regolamento (CEE) n. 1598/84 della commissione, del 7 giugno 1984, che fissa l'importo supplementare per i prodotti del settore del pollame.

Regolamento (CEE) n. 1599/84 della commissione, del 5 giugno 1984, che stabilisce le modalità di applicazione del regime di aiuti alla produzione per taluni prodotti trasformati a base di ortofrutticoli.

Regolamento (CEE) n. 1600/84 della commissione, del 6 giugno 1984, relativo a varie forniture di cereali e di riso al Senegal a titolo di aiuto alimentare.

Regolamento (CEE) n. 1601/84 della commissione, del 6 giugno 1984, relativo all'apertura di una gara per la vendita dell'olio d'oliva detenuto dall'organismo d'intervento italiano.

Regolamento (CEE) n. 1602/84 della commissione, del 6 giugno 1984, relativo all'apertura di una gara per la vendita, a fini di esportazione, dell'olio d'oliva detenuto dall'organismo d'intervento italiano.

Regolamento (CEE) n. 1603/84 della commissione, del 7 giugno 1984, recante terza modifica del regolamento (CEE) n. 1371/81 recante modalità per l'applicazione amministrativa degli importi compensativi monetari.

Regolamento (CEE) n. 1604/84 della commissione, del 6 giugno 1984, che indice una gara per il prelievo e/o la restituzione all'esportazione d'orzo verso i paesi delle zone I, II a), III, IV, V, VI, VII a), VII c), la Repubblica democratica tedesca e la Penisola Iberica.

Regolamento (CEE) n. 1605/84 della commissione, del 6 giugno 1984, relativo alla fornitura di granturco alla Repubblica delle isole del Capo Verde a titolo di aiuto alimentare.

Regolamento (CEE) n. 1606/84 della commissione, del 6 giugno 1984, relativo alla fornitura di farina di frumento tenero alla Repubblica del Gambia a titolo di aiuto alimentare.

Regolamento (CEE) n. 1607/84 della commissione, del 6 giugno 1984, relativo alla fornitura di frumento tenero e di granturco all'Alto Volta a titolo di aiuto alimentare.

Regolamento (CEE) n. 1608/84 della commissione, del 6 giugno 1984, relativo alla fornitura di granturco alla Repubblica del Mali a titolo di aiuto alimentare.

Regolamento (CEE) n. 1609/84 della commissione, del 6 giugno 1984, relativo alla fornitura di frumento tenero alla Repubblica islamica di Mauritania a titolo di aiuto alimentare.

Regolamento (CEE) n. 1610/84 della commissione, del 6 giugno 1984, relativo alla fornitura di frumento tenero alla Repubblica del Ciad a titolo di aiuto alimentare.

Regolamento (CEE) n. 1611/84 della commissione, del 7 giugno 1984, relativo all'applicazione del dazio della tariffa doganale comune alle importazioni di limoni originari della Spagna.

Regolamento (CEE) n. 1612/84 della commissione, del 7 giugno 1984, che modifica l'importo di base del prelievo all'importazione per gli sciroppi ed alcuni altri prodotti del settore dello zucchero.

Regolamento (CEE) n. 1613/84 della commissione, del 7 giugno 1984, che fissa i prelievi all'importazione per lo zucchero bianco e lo zucchero greggio.

Regolamento (CEE) n. 1614/84 della commissione, del 7 giugno 1984, che modifica le restituzioni all'esportazione dello zucchero bianco e dello zucchero greggio come tali.

Regolamento (CEE) n. 1615/84 della commissione, del 7 giugno 1984, che fissa le restituzioni applicabili all'esportazione per il malto.

Regolamento (CEE) n. 1616/84 della commissione, del 7 giugno 1984, che fissa il correttivo applicabile alla restituzione per i cereali.

Pubblicati nel n. L 152 *dell'8 giugno* 1984.

(145/C)

Regolamento (CEE) n. 1617/84 della commissione, del 7 giugno 1984, che modifica gli importi compensativi monetari.

Pubblicato nel n. L 155 *dell'11 giugno* 1984.

(146/C)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento di due società cooperative

Con decreto ministeriale 4 giugno 1984 la società « Cooperativa rurale delle Acli di S. Bona », in S. Bona Nuova (Treviso), costituita per rogito notaio dott. Luigi Di Francia di Pasquale in data 15 marzo 1959, repertorio n. 2517, registro società numero 3320/59, è stata sciolta, ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del codice civile, con nomina di commissario liquidatore nella persona del dott. Luigi Craca.

Con decreto ministeriale 4 giugno 1984 la società « Cooperativa edilizia La Fontina » soc. coop. a r.l., in Castiglion Fiorentino (Arezzo), costituita per rogito notaio dott. Maurizio Ermini il 1° marzo 1973, repertorio n. 3231, registro società n. 2516, è stata sciolta, ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del codice civile, con nomina di commissario liquidatore nella persona del dott. Cesare Orlandi.

(3181)

MINISTERO DELLE FINANZE

Rateazione di imposte dirette erariali dovute dalla società « Le Camicie di Cecchi Vittorio S.n.c. », con sede in Santarcangelo di Romagna.

Con decreto ministeriale 5 giugno 1984 il pagamento del carico tributario, ammontante a L. 18.151.000 dovuto dalla società « Le Camicie di Cecchi Vittorio », con sede in Santarcangelo di Romagna, è stato ripartito, ai sensi dell'art. 19 del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 602, così come modificato dall'art. 3 della legge 28 febbraio 1980, n. 46, in tre rate a decorrere dalla scadenza di giugno 1984 con l'applicazione degli interessi di cui all'art. 21 del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 602, e successive modificazioni. L'intendenza di finanza di Forlì è incaricata dell'esecuzione del decreto e provvederà, altresì, a tutti gli adempimenti che si rendessero necessari.

(3275)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Provvedimenti concernenti società esercenti attività fiduciaria e di revisione

Il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato di concerto con il Ministro di grazia e giustizia, con decreto 21 maggio 1984 ha revocato l'autorizzazione ad esercitare attività fiduciaria e di revisione alla società « Fiduciaria Pugliese S.r.l. », con sede in Bari.

Il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato di concerto con il Ministro di grazia e giustizia, con decreto 21 maggio 1984 ha revocato l'autorizzazione ad esercitare attività fiduciaria e di revisione alla società « Aspen Consulting fiduciaria di revisione - Società a responsabilità limitata », con sede in Bologna.

(3201)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Autorizzazione all'Università degli studi di Udine ad acquistare un immobile

Con decreto del prefetto della provincia di Udine n. 3351/AS del 16 giugno 1984, l'Università degli studi di Udine è stata autorizzata ad acquistare al prezzo di L. 918.000.000 IVA compresa, l'immobile sito in Udine, piazza San Cristoforo, di proprietà della società Palazzo Caiselli S.p.A., relativamente a parte del primo e secondo piano, per usi universitari.

(3278)

MINISTERO DELL'INTERNO

Riconoscimento e classificazione di detonatori elettrici

I seguenti detonatori elettrici:

istantaneo, A, NME, a bassa intensità;
ritardato, a 1/4 di secondo, A, NME, a bassa intensità;
istantaneo, U, NME, a media intensità;
ritardato a 1/4 di secondo, U, NME, a media intensità;
istantaneo, HU, NME, ad alta intensità;
ritardato a 1/4 di secondo, HU, NME, ad alta intensità,

prodotti nella Repubblica federale di Germania dalla ditta Dynamit Nobel A.G. di Troisdorf, ed importati in Italia dalla società Italesplosivi di Milano, sono riconosciuti, ai sensi degli articoli 53 e 54 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza, e classificati nella III categoria - detonatori e prodotti affini negli effetti esplodenti dell'allegato *A* al regolamento esecutivo del citato testo unico.

(2987)

Riconoscimento e classificazione di micce detonanti alla pentrite

Le micce detonanti alla pentrite, già riconosciute e classificate — a prescindere dal quantitativo di esplosivo per metro lineare — nella II categoria dell'allegato *A* al regolamento per l'esecuzione del T.U.L.P.S., vengono così riclassificate:

a) micce alla pentrite contenenti fino a venti grammi di esplosivo per metro lineare: cat. II - gruppo *A*;

b) micce alla pentrite contenenti più di 20 grammi e non più di 100 grammi di esplosivo per metro lineare: cat. II - gruppo *B*.

In tale ultimo gruppo sono classificate le micce contenenti rispettivamente grammi 60, 80 e 100 di pentrite per metro lineare che la società Italesplosivi intende fabbricare presso gli stabilimenti delle proprie consorziate.

(3047)

MINISTRO PER IL COORDINAMENTO DELLA PROTEZIONE CIVILE

Ulteriore proroga della sospensione dei termini relativi ai mutui ipotecari sugli immobili danneggiati dalla frana di Ancona del 13 dicembre 1982. (Ordinanza n. 248/FPC/ZA).

IL MINISTRO PER IL COORDINAMENTO DELLA PROTEZIONE CIVILE

Visto il decreto-legge 12 novembre 1982, n. 829, convertito, con modificazioni, nella legge 23 dicembre 1982, n. 938;

Vista la legge 10 maggio 1983, n. 180;

Viste le proprie ordinanze n. 1/UL, n. 2/UL, n. 4/UL e numero 109/FPC, rispettivamente del 23 dicembre 1982, del 5 gennaio 1983, del 16 giugno 1983, del 24 gennaio 1984, con le quali veniva disposta la sospensione dei termini in favore della popolazione del comune di Ancona, in dipendenza del movimento franoso del 13 dicembre 1982;

Considerato il perdurare dello stato di grave disagio in cui versa la popolazione stessa;

Acquisito l'assenso del Consiglio dei Ministri nella seduta del 14 giugno 1984;

Avvalendosi dei poteri conferitigli ed in deroga ad ogni contraria norma;

Dispone:

Il termine del 30 giugno 1984 indicato nell'ordinanza numero 109/FPC del 24 gennaio 1984, è ulteriormente prorogato al 31 dicembre 1984.

La presente ordinanza sarà trasmessa per la pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 14 giugno 1984

Il Ministro: ZAMBERLETTI

(3280)

Ulteriore sospensione dei termini IRPEF, ILOR e SOCOF per Pozzuoli, Bacoli e Monte di Procida. (Ordinanza numero 249/FPC/ZA).

IL MINISTRO PER IL COORDINAMENTO DELLA PROTEZIONE CIVILE

Vista la legge 10 maggio 1983, n. 180;

Viste le proprie ordinanze n. 216/FPC/ZA del 16 maggio 1984 e n. 242/FPC/ZA del 12 giugno 1984;

Considerato che è stato predisposto apposito emendamento al decreto-legge 26 maggio 1984, n. 159, all'esame del Parlamento per la conversione, concernente la rateizzazione delle somme dovute e non corrisposte dai contribuenti di Pozzuoli, Bacoli e Monte di Procida;

Ravvisata la opportunità di far coincidere l'entrata in vigore della legge di conversione del decreto-legge n. 159/1984 con la cessazione della sospensione;

Acquisito l'assenso del Consiglio dei Ministri nella seduta del 14 giugno 1984;

Avvalendosi dei poteri conferitigli ed in deroga ad ogni contraria norma;

Dispone:

Il termine del 30 giugno 1984, indicato nel terzo comma dell'art. 1 dell'ordinanza n. 216/FPC/ZA del 16 maggio 1984 e nell'art. 1 dell'ordinanza n. 242/FPC/ZA del 12 giugno 1984, relativamente ai beneficiari di cui al quinto comma dell'art. 2 della citata ordinanza n. 216, è ulteriormente prorogato al 30 luglio 1984.

La presente ordinanza sarà pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 14 giugno 1984

Il Ministro: ZAMBERLETTI

(3281)

Sospensione dei termini relativi ai contributi previdenziali ai pescatori del comune di Procida. (Ordinanza numero 250/FPC/ZA).

IL MINISTRO PER IL COORDINAMENTO DELLA PROTEZIONE CIVILE

Vista la legge 10 maggio 1983, n. 180;

Vista l'ordinanza n. 8/FPC del 15 settembre 1983;

Vista la richiesta n. 4686 del 23 maggio 1984 del comune di Procida;

Considerato che i motivi che hanno indotto a disporre la sospensione del pagamento dei contributi sociali sono comuni sia a Pozzuoli, Bacoli, Monte di Procida che a Procida;

Ravvisata l'opportunità di estendere anche ai pescatori le agevolazioni di cui sopra;

Acquisito l'assenso del Consiglio dei Ministri nella seduta del 14 giugno 1984;

Avvalendosi dei poteri conferitigli ed in deroga ad ogni contraria norma;

Dispone:

L'agevolazione di cui al punto 4) dell'ordinanza n. 8/FPC del 15 settembre 1983 è estesa ai soggetti residenti o che svolgano nel comune di Procida l'attività di pesca costiera.

Per la durata ed il recupero si applica l'art. 3 della citata ordinanza.

La presente ordinanza sarà pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 14 giugno 1984

Il Ministro: ZAMBERLETTI

(3282)

MINISTERO DELLA DIFESA

Avviso di rettifica a provvedimento concernente ricompense al valor militare per attività partigiana. (Provvedimento pubblicato nella «Gazzetta Ufficiale» n. 249 del 9 settembre 1982).

Nell'estratto del decreto del Presidente della Repubblica 26 febbraio 1982, alla pagina 6447 della *Gazzetta Ufficiale* indicata in epigrafe, la parte relativa a «Borneto Luciano», nato il 29 ottobre 1924 a Bolzaneto (Genova), è rettificata nel senso che allo stesso deve intendersi concessa invece della *medaglia d'argento*, la *medaglia di bronzo.*

(3251)

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Adempimenti per l'attuazione della deliberazione del CIPE 29 marzo 1984. (Provvedimento n. 16/1984)

LA GIUNTA
DEL COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Visti i decreti legislativi luogotenenziali 19 ottobre 1944, n. 347 e 23 aprile 1946, n. 363;

Vista la delibera del CIPE in data 29 marzo 1984 nella quale si stabilisce che il CIP, per quanto di sua competenza, provvederà ad apportare ai criteri attuativi del metodo, introdotto con il provvedimento CIP n. 26/82, che aggancia la determinazione dei prezzi stessi ai corrispondenti valori medi europei, gli opportuni correttivi;

Considerato che a tal fine occorre preliminarmente disporre di adeguati elementi conoscitivi della situazione europea;

Considerata l'urgenza;

Delibera:

1) Nell'ambito della segreteria del CIP è istituita una «Commissione per lo studio dei mercati petroliferi europei» con il compito di acquisire ed analizzare entro la data del 31 ottobre p.v. tutti gli elementi necessari per la puntuale conoscenza delle diverse situazioni generali di mercato, dei circuiti produttivi e distributivi e della rappresentatività dei prezzi C.E.E. presi in considerazione.

2) La commissione, che si avvarrà anche delle strutture operative dell'ENI, è costituita da un rappresentante ciascuno rispettivamente:

della segreteria del CIP;
del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato;
dell'ENI;
della Confindustria;
della Confcommercio;
della Confesercenti.

Le funzioni di segretario sono svolte da un funzionario della segreteria del CIP.

Roma, addì 12 giugno 1984

Il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato - Presidente della giunta
ALTISSIMO

(3297)

Misure di intervento della Cassa conguaglio gas di petrolio liquefatto. (Provvedimento n. 17/1984)

LA GIUNTA
DEL COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Visti i decreti legislativi luogotenenziali 19 ottobre 1944, n. 347 e 23 aprile 1946, n. 363;

Visti i decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 283 e 15 settembre 1947, n. 896, e successive modifiche ed integrazioni;

Visto il provvedimento CIP n. 44 del 26 ottobre 1977, e successive modifiche ed integrazioni;

Vista la nota 28 gennaio 1984 e seguenti con cui la Cassa conguaglio GPL formula proposte di riduzione delle proprie misure di intervento, che comportano una conseguente riduzione del sovrapprezzo;

Sentita la commissione centrale prezzi nella riunione del 19 marzo 1984;

Considerata l'urgenza (art. 3 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 15 settembre 1947, n. 896);

D'intesa con il Ministero del tesoro;

Delibera:

1) Con la stessa decorrenza del provvedimento n. 15/1984 del 12 giugno 1984 il sovrapprezzo gravante su ogni chilogrammo di GPL immesso al consumo sul territorio nazionale è fissato in L. 10.

In relazione a tale valore eventuali eccedenze che dovessero formarsi, dovranno affluire al bilancio di entrata dello Stato.

2) L'art. 3 del provvedimento CIP n. 50/1982 del 15 dicembre 1982 è così modificato:

La Cassa, nei richiamati limiti dei fondi derivanti dai sovrapprezzi imposti, interviene come segue:

a) *Prodotto proveniente via terra, per ferrocisterna:*

1) Jugoslavia . . . . L./kg 3
2) Svizzera . . . . » 10
3) Francia e Austria . . . . » 20
4) Germania, Ungheria, Romania, Bulgaria e Cecoslovacchia . . . . » 22
5) Altri Paesi europei . . . . » 25

b) *Prodotto proveniente via terra, per autobotte* . » 3

c) *Prodotto proveniente via mare:*

1) Sicilia e Sardegna . . . . » 14
2) Nord Mediterraneo (Francia, Spagna) . . . » 14
3) Sud Mediterraneo occidentale (Marocco, Algeria, Tunisia) . . . . » 26
4) Mediterraneo orientale (Libia, Egitto, Israele, Libano, Siria, Turchia, Cipro, Grecia) . . . » 32
5) Extra Mediterraneo, minimo 1000 miglia . . » 40

Per i trasporti ferroviari si terrà conto degli sconti sulle tariffe ufficiali ferroviari praticati per grossi quantitativi e viaggi programmati.

In caso di trasbordo, per luogo di provenienza si intende quello dell'ultimo trasbordo con destinazione nell'area continentale italiana.

Per i quantitativi importati ed immessi al consumo nel periodo 1° maggio-30 settembre i valori surriportati sono ridotti di una misura minima del 20%.

Per le importazioni via mare tali valori sono rispettivamente maggiorati del 20% qualora vengano impiegate navi di capacità fino a 5.000 mc e ridotti del 20% ove le navi impiegate abbiano una capacità superiore a 15.000 mc.

La maggiorazione del 20% è subordinata alle seguenti percorrenze minime:

nord Mediterraneo . . . . 500 miglia
sud Mediterraneo occidentale . . . . 800 miglia
sud Mediterraneo orientale . . . . . 950 miglia

Roma, addì 12 giugno 1984

Il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato - Presidente della giunta
ALTISSIMO

(3298)

Avviso di rettifica al provvedimento n. 13/1984: « Nuova disciplina della Cassa conguaglio per il settore elettrico ». (Provvedimento pubblicato nella « Gazzetta Ufficiale » numero 108 del 18 aprile 1984).

Nel provvedimento citato in epigrafe devono essere apportate le seguenti rettifiche:

al punto 4), secondo comma, in luogo di: « ...assimilando l'energia di cui alla lettera c) *e* quella prodotta con carbone », leggasi: « ... assimilando l'energia di cui alla lettera c) *a* quella prodotta con carbone »;

al punto 6), quarto comma, in luogo di: « ...si terrà conto *della* determinazione del sovrapprezzo », leggasi: « ...si terrà conto *nella* determinazione del sovrapprezzo ».

(3274)

REGIONE UMBRIA

Autorizzazione all'uso di contenitori di polietilene tereftalato Melinar B. 90 per il confezionamento dell'acqua minerale naturale « Sorgente Flaminia - Nocera Umbra » di Nocera Umbra.

Con decreto del presidente della giunta regionale 28 maggio 1984, n. 275, la Nocera Umbra S.p.a., in Napoli, è stata autorizzata a produrre ed a mettere in vendita l'acqua minerale naturale denominata « Sorgente Flaminia - Nocera Umbra », nel tipo naturale e nel tipo addizionata di anidride carbonica, in contenitori di PET biorientato-polietilene tereftalato Melinar B. 90 della I.C.I. della capacità di 1,5 e 2 litri.

(3052)

BANCA D'ITALIA

Modalità e termini di attuazione della delibera del Comitato interministeriale per il credito e il risparmio del 27 ottobre 1983 in tema di abusivismo bancario. (Disposizione emanata dalla Banca d'Italia in data 25 maggio 1984).

Il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, nella seduta del 27 ottobre 1983, ha emanato in tema di abusivismo bancario l'acclusa delibera (allegato *A*) con la quale, richiamandosi ai precedenti provvedimenti del 16 maggio 1936 e del 6 novembre 1939 dell'allora Comitato dei Ministri, ha confermato che non costituisce raccolta di risparmio tra il pubblico l'acquisizione da parte delle aziende di carattere industriale, commerciale, agrario e finanziario di depositi degli amministratori, soci e dipendenti, stabilendo peraltro che sia inibito alle aziende stesse l'uso in via continuativa e sistematica di strumenti e modalità operativi tipici delle aziende di credito, in quanto idoneo a determinare erronei convincimenti in ordine all'effettiva natura dell'attività svolta.

In relazione al diffondersi del rilevato fenomeno, il Comitato ha infatti ritenuto che sussista l'esigenza di tutelare l'affidamento del pubblico e che quindi sia opportuno pervenire per le imprese non autorizzate all'esercizio dell'attività bancaria ad una definizione della loro sfera operativa che tenga conto non solo dell'ambito dei soggetti tra i quali viene effettuata la raccolta, ma anche delle modalità oggettive con le quali le relative operazioni possono essere compiute. Il Comitato ha demandato alla Banca d'Italia di indicare modalità e termini per il rispetto dei suddetti criteri.

In conformità della ripetuta delibera del Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio del 27 ottobre 1983, la Banca d'Italia indica di seguito le modalità e i termini per la attuazione.

1. I documenti rappresentativi dei depositi raccolti tra i soci, gli amministratori e i dipendenti delle aziende di carattere industriale, commerciale, agrario e finanziario, dovranno contenere l'indicazione nominativa dell'avente diritto nonché la previsione della intrasferibilità. Pertanto, a titolo di esempio, non è consentita a dette aziende l'emissione di libretti di risparmio al portatore o di altri titoli al portatore contenenti l'obbligazione di pagare una somma di denaro (certificati, buoni, ricevute ecc.).

2. Per l'utilizzo delle disponibilità costituite presso le aziende come sopra indicate non potrà farsi ricorso allo strumento dell'assegno bancario ovvero ad altri titoli o documenti comunque destinati alla circolazione.

3. Al fine di evitare erronei convincimenti nei terzi circa l'effettiva natura dell'attività esercitata, si invitano le aziende non bancarie che intendono effettuare la raccolta dei depositi nei limiti consentiti a far risultare nella documentazione e negli atti che pongono in essere nell'esercizio di tale attività, ivi compresi prospetti ed inserti di qualsiasi natura, l'indicazione che l'ente non è iscritto all'albo delle aziende di credito e pertanto non è sottoposto ai controlli della Banca d'Italia.

4. La inosservanza di quanto precede sarà rilevante per la verifica dell'attività abusiva di raccolta passibile di sanzione ai sensi dell'art. 96 della legge bancaria.

5. Le aziende che in atto esercitano la raccolta di depositi secondo modalità non in linea con i criteri innovativi ora indicati, dovranno procedere con ogni sollecitudine ad adeguarsi alle nuove disposizioni.

Il vice direttore generale: OTERI

ALLEGATO *A*

VERBALE

della 239ª riunione del Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, tenuta il 27 ottobre 1983

IL COMITATO

Viste le delibere in data 16 maggio 1936 e 6 novembre 1939 dell'allora Comitato dei Ministri, in materia di raccolta del risparmio da parte di aziende di carattere industriale, commerciale, agrario e finanziario;

Premesso che i soggetti abilitati all'esercizio dell'attività bancaria effettuano la raccolta del risparmio tra il pubblico ponendo in essere strumenti operativi che nella comune opinione vengono definitivi bancari in quanto utilizzati con carattere di continuità da detti soggetti e che quindi l'uso non occasionale di questi stessi strumenti da parte di organismi non autorizzati può ingenerare erronei convincimenti nel pubblico in ordine alla effettiva natura dell'attività svolta;

Ritenuto che sussiste l'esigenza di tutelare l'affidamento del pubblico e che quindi è opportuno pervenire per le imprese non autorizzate all'esercizio dell'attività bancaria ad una definizione della loro sfera operativa che tenga conto non solo dell'ambito dei soggetti tra i quali viene effettuata la raccolta ma anche delle modalità oggettive con le quali le relative operazioni possono essere compiute;

Visti gli articoli 1 e 2 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, successive modificazioni ed integrazioni;

Delibera:

Non costituisce raccolta di risparmio tra il pubblico, ai sensi dell'art. 1 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni ed integrazioni, l'acquisizione di depositi da parte di aziende di carattere agrario, industriale, commerciale e finanziario tra amministratori, soci e dipendenti. Nello svolgimento di tale attività le suindicate imprese non possono tuttavia adottare modalità operative tipiche delle aziende di credito ed in modo particolare strumenti di circolazione dei depositi, quali libretti al portatore e « carnets » di assegni, i quali sono destinati per loro natura ad un'ampia diffusione tra il pubblico.

L'uso, in via continuativa e sistematica, di detti strumenti e modalità operative, in quanto idoneo a determinare erronei convincimenti nel pubblico in ordine alla effettiva natura della attività svolta, costituisce di fatto esercizio abusivo di attività bancaria.

La Banca d'Italia, nell'attuazione della presente direttiva, indicherà modalità e termini per il rispetto dei criteri medesimi.

Le disposizioni impartite con le deliberazioni citate in premessa sono abolite.

(3279)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorsi a posti di assistente bibliotecario, assistente amministrativo, assistente contabile, assistente degli uffici tecnici, operatore amministrativo, agente dell'ufficio tecnico, agente dei servizi ausiliari, agente amministrativo, bidello, conducente, portiere, custode e usciere presso la Università di Brescia.

E' indetto un concorso pubblico, per esami, a cinque posti (di cui uno riservato ex art. 84 della legge n. 312/80) per l'ammissione alla qualifica sesta, area funzionale delle biblioteche con profilo professionale di assistente bibliotecario dell'Università degli studi di Brescia.

Titolo di studio richiesto: diploma di maturità classica, scientifica, magistrale, tecnica e professionale.

Possono partecipare al concorso coloro che non abbiano superato l'età di anni 35 alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale, devono contenere l'indicazione del possesso dei requisiti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, pena esclusione dal concorso stesso.

Il termine per la presentazione delle domande, che devono essere indirizzate al presidente del comitato tecnico amministrativo dell'Università degli studi di Brescia, via Cefalonia, 49, scade il trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale non docente dell'Università degli studi di Brescia.

E' indetto un concorso pubblico, per esami, ad un posto per l'ammissione alla qualifica sesta, area funzionale amministrativo-contabile con profilo professionale di assistente amministrativo dell'Università degli studi di Brescia.

Titolo di studio richiesto: diploma di maturità classica, scientifica, magistrale, tecnica e professionale.

Possono partecipare al concorso coloro che non abbiano superato l'età di anni 35 alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale, devono contenere l'indicazione del possesso dei requisiti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, pena esclusione dal concorso stesso.

Il termine per la presentazione delle domande, che devono essere indirizzate al presidente del comitato tecnico amministrativo dell'Università degli studi di Brescia, via Cefalonia, 49, scade il trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale non docente dell'Università degli studi di Brescia.

E' indetto un pubblico concorso, per esami, a due posti (di cui uno riservato ex art. 84 della legge n. 312/80) per l'ammissione alla qualifica sesta, area funzionale amministrativo-contabile con profilo professionale di assistente contabile.

Titolo di studio richiesto: diploma di abilitazione tecnica rilasciato da istituti tecnici (sezione commerciale), di abilitazione tecnica (sezione commerciale e ragioneria), di ragioniere e di perito commerciale rilasciato da istituto tecnico commerciale, di segretario di amministrazione, analista contabile, ovvero di operatore commerciale.

Possono partecipare al concorso coloro che non abbiano superato l'età di anni 35 alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale, devono contenere l'indicazione del possesso dei requisiti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, pena esclusione dal concorso stesso.

Il termine per la presentazione delle domande, che devono essere indirizzate al presidente del comitato tecnico amministrativo dell'Università degli studi di Brescia, via Cefalonia, 49, scade il trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale non docente dell'Università degli studi di Brescia.

E' indetto un concorso pubblico, per esami, ad un posto per l'ammissione alla qualifica sesta, area funzionale dei servizi generali ausiliari e tecnici gruppo degli uffici tecnici con profilo professionale di assistente degli uffici tecnici dell'Università degli studi di Brescia.

Titolo di studio richiesto: diploma di geometra, perito edile o perito tecnico industriale.

Possono partecipare al concorso coloro che non abbiano superato l'età di anni 35 alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale, devono contenere l'indicazione del possesso dei requisiti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, pena esclusione dal concorso stesso.

Il termine per la presentazione delle domande, che devono essere indirizzate al presidente del comitato tecnico amministrativo dell'Università degli studi di Brescia, via Cefalonia, 49, scade il trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale non docente dell'Università degli studi di Brescia.

E' indetto un pubblico concorso, per esami, a dieci posti (di cui quattro riservati ex art. 84 della legge n. 312/80) per l'ammissione alla qualifica quinta, area funzionale amministrativo-contabile con profilo professionale di operatore amministrativo dell'Università degli studi di Brescia.

Titolo di studio richiesto: diploma di qualifica professionale o attestato di qualifica rilasciato ai sensi della legge n. 845/1978, art. 14, inerente alle mansioni specifiche del profilo professionale di operatore amministrativo, più diploma di istruzione secondaria di 1° grado.

Possono partecipare al concorso coloro che non abbiano superato l'età di anni 35 alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale, devono contenere l'indicazione del possesso dei requisiti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, pena esclusione dal concorso stesso.

Il termine per la presentazione delle domande, che devono essere indirizzate al presidente del comitato tecnico amministrativo dell'Università degli studi di Brescia, via Cefalonia, 49, scade il trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale non docente dell'Università degli studi di Brescia.

E' indetto un concorso pubblico, per esami, a tre posti (di cui uno riservato ex art. 84 della legge n. 312/80) per l'ammissione alla qualifica quarta, area funzionale dei servizi generali ausiliari e tecnici gruppo degli uffici tecnici con profilo professionale di agente dell'ufficio tecnico dell'Università degli studi di Brescia.

Titolo di studio richiesto: diploma di istruzione secondaria di 1° grado.

Possono partecipare al concorso coloro che non abbiano superato l'età di anni 35 alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale, devono contenere l'indicazione del possesso dei requisiti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, pena esclusione dal concorso stesso.

Il termine per la presentazione delle domande, che devono essere indirizzate al presidente del comitato tecnico amministrativo dell'Università degli studi di Brescia, via Cefalonia, 49, scade il trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale non docente dell'Università degli studi di Brescia.

E' indetto un concorso pubblico, per esami, a tre posti (di cui uno riservato ex art. 84 della legge n. 312/80) per l'ammissione alla qualifica quarta, area funzionale dei servizi generali tecnici ed ausiliari gruppo dei servizi generali ausiliari profilo professionale di agente dei servizi ausiliari dell'Università degli studi di Brescia.

Titolo di studio richiesto: diploma di istruzione secondaria di 1° grado.

Possono partecipare al concorso coloro che non abbiano superato l'età di anni 35 alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale, devono contenere l'indicazione del possesso dei requisiti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, pena esclusione dal concorso stesso.

Il termine per la presentazione delle domande, che devono essere indirizzate al presidente del comitato tecnico amministrativo dell'Università degli studi di Brescia, via Cefalonia, 49, scade il trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale non docente dell'Università degli studi di Brescia.

E' indetto un concorso pubblico, per esami, a nove posti (di cui uno riservato ex art. 84 della legge n. 312/80) per l'ammissione alla qualifica quarta, area funzionale amministrativo-contabile con profilo professionale di agente amministrativo dell'Università degli studi di Brescia.

Titolo di studio richiesto: diploma di istruzione secondaria di 1° grado.

Possono partecipare al concorso coloro che non abbiano superato l'età di anni 35 alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale, devono contenere l'indicazione del possesso dei requisiti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, pena esclusione dal concorso stesso.

Il termine per la presentazione delle domande, che devono essere indirizzate al presidente del comitato tecnico amministrativo dell'Università degli studi di Brescia, via Cefalonia, 49, scade il trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale non docente dell'Università degli studi di Brescia.

E' indetto un concorso pubblico, per titoli, a cinque posti (di cui due riservati ex art. 84 della legge n. 312/80) per l'ammissione alla qualifica terza, area funzionale dei servizi generali tecnici e ausiliari, con profilo professionale di bidello dell'Università degli studi di Brescia.

Titolo di studio richiesto: licenza elementare, se conseguita anteriormente all'entrata in vigore della legge n. 1859 del 31 dicembre 1962, o assolvimento dell'obbligo scolastico (frequenza fino al quattordicesimo anno di età) successivamente alla predetta data.

Possono partecipare al concorso coloro che non abbiano superato l'età di anni 35 alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale, devono contenere l'indicazione del possesso dei requisiti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, pena esclusione dal concorso stesso.

Il termine per la presentazione delle domande, che devono essere indirizzate al presidente del comitato tecnico amministrativo dell'Università degli studi di Brescia, via Cefalonia, 49, scade il trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale non docente dell'Università degli studi di Brescia.

E' indetto un concorso pubblico, per titoli, ad un posto per l'ammissione alla qualifica terza, area funzionale dei servizi generali tecnici ausiliari con profilo professionale di conducente dell'Università degli studi di Brescia.

Titolo di studio richiesto: per l'ammissione al concorso è necessario il possesso del titolo di studio della licenza elementare, se conseguita anteriormente alla entrata in vigore della legge n. 1859 del 31 dicembre 1962, o assolvimento dell'obbligo scolastico (frequenza fino al quattordicesimo anno di età) successivamente alla predetta data. Per il profilo di conducente è altresì richiesta la patente C o la patente per guida dei natanti oltre sei miglia.

Possono partecipare al concorso coloro che non abbiano superato l'età di anni 35 alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale, devono contenere l'indicazione del possesso dei requisiti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, pena esclusione dal concorso stesso.

Il termine per la presentazione delle domande, che devono essere indirizzate al presidente del comitato tecnico amministrativo dell'Università degli studi di Brescia, via Cefalonia, 49, scade il trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale non docente dell'Università di Brescia.

E' indetto un concorso pubblico, per titoli, ad un posto per l'ammissione alla qualifica terza, area funzionale dei servizi generali tecnici ausiliari con profilo professionale di portiere dell'Università degli studi di Brescia.

Titolo di studio richiesto: licenza elementare, se conseguita anteriormente all'entrata in vigore della legge n. 859 del 31 dicembre 1962, o assolvimento dell'obbligo scolastico (frequenza fino al quattordicesimo anno di età) successivamente alla predetta data.

Possono partecipare al concorso coloro che non abbiano superato l'età di anni 35 alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale, devono contenere l'indicazione del possesso dei requisiti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, pena esclusione dal concorso stesso.

Il termine per la presentazione delle domande, che devono essere indirizzate al presidente del comitato tecnico amministrativo dell'Università degli studi di Brescia, via Cefalonia, 49, scade il trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale non docente dell'Università degli studi di Brescia.

E' indetto un concorso pubblico, per titoli, ad un posto per l'ammissione alla qualifica terza, area funzionale dei servizi generali tecnici e ausiliari con profilo professionale di custode dell'Università degli studi di Brescia.

Titolo di studio richiesto: licenza elementare, se conseguita anteriormente all'entrata in vigore della legge n. 1859 del 31 dicembre 1962, e assolvimento dell'obbligo scolastico (frequenza fino al quattordicesimo anno di età) successivamente alla predetta data.

Possono partecipare al concorso coloro che non abbiano superato l'età di anni 35 alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale, devono contenere l'indicazione del possesso dei requisiti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, pena esclusione dal concorso stesso.

Il termine per la presentazione delle domande, che devono essere indirizzate al presidente del comitato tecnico amministrativo dell'Università degli studi di Brescia, via Cefalonia, 49, scade il trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale non docente dell'Università degli studi di Brescia.

E' indetto un concorso pubblico, per titoli, a tre posti per l'ammissione alla qualifica seconda, area funzionale dei servizi generali tecnici e ausiliari con profilo professionale di usciere dell'Università degli studi di Brescia.

Titolo di studio richiesto: licenza elementare, se conseguita anteriormente alla entrata in vigore della legge n. 1859 del 31 dicembre 1962, o assolvimento dell'obbligo scolastico (frequenza fino al quattordicesimo anno di età) successivamente alla predetta data.

Possono partecipare al concorso coloro che non abbiano superato l'età di anni 35 alla data di scadenza dei termini di presentazione delle domande, ferme restando le elevazioni previste dalle norme vigenti.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta legale, devono contenere l'indicazione del possesso dei requisiti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente dellla Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, pena esclusione dal concorso stesso.

Il termine per la presentazione delle domande, che devono essere indirizzate al presidente del comitato tecnico amministrativo dell'Università degli studi di Brescia, via Cefalonia, 49, scade il trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi all'ufficio personale non docente dell'Università degli studi di Brescia.

(3204)

MINISTERO DELLA DIFESA

Concorso, per titoli, per l'ammissione di quindici ufficiali di stato maggiore di complemento della Marina militare ad un corso di pilotaggio aereo.

IL MINISTRO DELLA DIFESA

Vista la legge 7 ottobre 1957, n. 968 « Ordinamento dell'aviazione antisommergibile (antisom) »;

Vista la legge 6 marzo 1958, n. 247 « Costituzione e ordinamento dei reparti elicotteri dell'Esercito e della Marina », e successive modificazioni;

Vista la legge 21 febbraio 1963, n. 249 « Reclutamento degli ufficiali piloti di complemento della Marina »;

Vista la legge 11 luglio 1978, n. 382, riguardante le norme di principio sulla disciplina militare;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso, per titoli, per l'ammissione di quindici ufficiali di stato maggiore di complemento della Marina militare ad un corso di pilotaggio aereo.

Sarà facoltà dell'amministrazione di far svolgere il corso pratico di pilotaggio presso le scuole di volo dell'Aeronautica oppure all'estero.

Art. 2.

Potranno essere ammessi al concorso gli ufficiali di stato maggiore di complemento della Marina militare di ogni grado in servizio temporaneo o in congedo illimitato, in possesso dei seguenti requisiti:

a) abbiano tenuto buona condotta morale e civile;

b) siano nati in data posteriore al 10 settembre 1960;

c) abbiano l'idoneità ai gruppi 1 e 2 di destinazioni speciali ed al pilotaggio militare, da accertarsi presso un istituto medico-legale dell'Aeronautica militare;

d) non siano stati dimessi, per qualsiasi motivo, da precedenti corsi di pilotaggio aereo della Marina militare;

e) non siano stati giudicati privi della necessaria attitudine al pilotaggio militare da una delle apposite scuole dell'Aeronautica militare.

Gli aspiranti guardiamarina provenienti dal 78° corso A.U.C. « D » sono ammessi al concorso con riserva: la loro ammissione al corso di pilotaggio sarà subordinata al conseguimento in tempo utile della nomina a guardiamarina.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, da redigere in carta legale, secondo lo schema allegato, dovranno essere presentate ed inoltrate al Ministero della difesa - Direzione generale del personale militare della Marina 1ª Divisione entro i trenta giorni successivi alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Le domande di ammissione al concorso si considerano prodotte in tempo utile anche se spedite a mezzo raccomandata, con avviso di ricevuta, entro il termine indicato. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante. Gli ufficiali in servizio devono presentare la domanda al proprio capo di Corpo, il quale dovrà apporvi la data di presentazione ed inviarla al Ministero al più presto possibile, con lettera d'ufficio.

I candidati nella posizione di congedo illimitato dovranno specificare nella domanda il loro indirizzo; essi hanno l'obbligo di comunicare telegraficamente a Maripers 1ª Divisione - Roma, le successive eventuali variazioni.

La mancata osservanza di tale disposizione esime il Ministero della difesa da ogni conseguente responsabilità in ordine ad eventuali disguidi o ritardi.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da un notaio o da un funzionario delegato dal sindaco del comune di residenza; la firma dei concorrenti che si trovano in servizio deve essere autenticata dall'ufficiale alla certificazione, quella dei dipendenti civili dello Stato dal capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

Alla domanda dovranno essere allegati i seguenti documenti in carta legale:

estratto per riassunto dell'atto di nascita;

certificato di cittadinanza italiana (per i soli ufficiali di complemento in congedo illimitato).

Non è ammesso fare riferimento a documentazione già presentata presso l'Amministrazione militare marittima o presso altre amministrazioni.

Art. 4.

Il Ministero della difesa può, con provvedimento motivato, escludere in ogni momento dal concorso qualsiasi candidato che non venisse ritenuto in possesso dei requisiti prescritti per essere ammesso al corso di pilotaggio aereo.

Art. 5.

Il Ministero della difesa comunicherà ai concorrenti la data in cui dovranno presentarsi presso uno degli istituti medico-legali dell'Aeronautica militare per essere sottoposti agli accertamenti di cui alla lettera *c*) del precedente art. 2.

Eventuali gravi impedimenti a presentarsi nella data prescritta devono essere segnalati telegraficamente a Maripers 1ª Divisione - Roma.

In mancanza di tempestive comunicazioni, la mancata presentazione nel giorno indicato comporta l'esclusione del candidato dal concorso.

I concorrenti in servizio, avviati per gli accertamenti presso gli istituti medico-legali, fruiranno del trattameto amministrativo previsto dalle vigenti disposizioni.

All'atto della presentazione i concorrenti dovranno esibire un valido documento di riconoscimento.

Non è ammesso appello avverso al giudizio pronunciato dall'autorità sanitaria.

L'idoneità psico-fisica verrà indicata con la qualifica di: ottimo, buono, sufficiente.

Art. 6.

Una commissione nominata dal Ministero della difesa formerà la classifica dei candidati in possesso dei previsti requisiti.

Essa sarà composta come segue:

Presidente:

un ufficiale ammiraglio.

Membri:

due ufficiali superiori del Corpo di stato maggiore.

Segretario:

un funzionario della carriera direttiva amministrativa (senza voto) del Ministero della difesa.

I requisiti saranno valutati con i seguenti parametri:

1) Idoneità al volo:

30 punti per i qualificati ottimo:

25 punti per i qualificati buono;

20 punti per i qualificati sufficiente.

2) Nomina a GM di complemento: Totale dei punti espressi in trentesimi riportati in sede di graduatoria per la nomina ad ufficiale di complemento. In caso che tale graduatoria non fosse stata ancora formalizzata, la commissione potrà avvalersi della graduatoria fine corso A.U.C.

3) Servizio prestato:

1 punto per ogni tre mesi di servizio prestato dal termine del corso AUC, fino ad un massimo di 10 punti;

1 punto per ogni tre mesi di servizio prestato a bordo dal termine del corso AUC, fino ad un massimo di 10 punti;

punteggio non superiore a 60 assegnato dalla commissione sulla scorta della documentazione caratteristica di ciascun candidato, per il complesso delle qualità militari e professionali.

4) Conoscenza lingua inglese:

punteggio ridotto in decimi, riportato nel censimento di lingua inglese al quale i candidati idonei alla visita medica saranno sottoposti.

5) Capacità natatoria: tre punti, due punti e un punto per ognuna delle prove, superate rispettivamente con esito ottimo, buono e sufficiente, alle quali i candidati idonei alla visita medica saranno sottoposti. I concorrenti giudicati non in possesso di sufficiente capacità natatoria verranno esclusi dal concorso.

6) Eventuali altri titoli: 10 punti per il possesso di brevetto di pilota civile aeronautico di primo grado; 15 punti per il possesso del brevetto di pilota civile aeronautico di secondo grado.

Per ottenere il riconoscimento gli interessati dovranno allegare alla domanda copia autenticata (in bollo) del brevetto.

A parità di merito si applicheranno le norme di cui all'articolo 5 del testo unico approvato con decreto presidenziale 10 gennaio 1957, n. 3. A tal fine i candidati possono presentare, entro il 30 giugno 1984, eventuali documenti, in regola con il bollo, comprovanti i propri titoli di precedenza o di preferenza. La presentazione di idonea documentazione è condizione inderogabile per il riconoscimento dei benefici.

Art. 7.

I concorrenti ordinati in graduatoria come specificato nell'art. 6 saranno dichiarati vincitori del concorso ed ammessi al corso di pilotaggio fino al raggiungimento del numero dei posti a concorso.

Il numero dei posti messi a concorso potrà essere aumentato fino ad un massimo di 21 per sopperire ad eventuale indisponibilità o carenza di ufficiali del ruolo speciale idonei al corso di pilotaggio.

Art. 8.

Gli ufficiali ammessi al corso di pilotaggio aereo devono, all'atto dell'ammissione, vincolarsi ad una ferma volontaria di anni sei decorrente dalla data di inizio del corso stesso. In tale ferma sono commutate le ferme o rafferme alle quali gli ufficiali di complemento siano eventualmente vincolati.

Gli ufficiali che non sottoscriveranno la ferma sessennale saranno esclusi dal corso e sostituiti da altrettanti candidati dichiarati idonei secondo l'ordine della graduatoria di cui al precedente art. 6.

Art. 9.

Il corso sarà svolto secondo le norme che saranno emanate dal Ministero della difesa.

Al termine, agli ufficiali che avranno superato le prove d'esame, sarà conferito il brevetto di pilota militare.

Per quanto riguarda i tipi di brevetto di pilotaggio e le modalità per il rilascio si applicano le disposizioni della legge 7 ottobre 1957, n. 968 e della legge 6 marzo 1958, n. 247, e successive modificazioni.

Art. 10.

Il Ministro della difesa ha facoltà di dimettere dal corso gli ufficiali che per ragioni fisiche o per mancanza di attitudine al pilotaggio o per motivi disciplinari siano ritenuti non idonei a proseguire il corso.

Art. 11.

Gli ufficiali di complemento che non portino a termine o non superino il corso di pilotaggio aereo o che vengano successivamente esonerati dal pilotaggio, sono prosciolti dalla ferma di anni sei salvo l'obbligo di completare la ferma o la rafferma cui fossero precedentemente vincolati.

Art. 12.

Al termine del corso di pilotaggio gli interessati saranno impiegati, in relazione al tipo di brevetto conseguito, presso reparti di volo ad ala fissa o ad ala rotante.

Art. 13.

Gli ufficiali reclutati a norma del presente bando, se in possesso dei requisiti previsti dalle vigenti disposizioni, potranno accedere, mediante concorso, al servizio permanente effettivo, ruolo speciale, corpo di Stato maggiore.

Art. 14.

Al completamento della ferma di anni sei, gli ufficiali di complemento piloti, a norma del presente bando, saranno collocati in congedo illimitato.

Coloro che hanno compiuto almeno quattro anni della ferma di anni sei possono chiedere di essere collocati in congedo illimitato prima del termine della ferma stessa.

Sulla domanda decide il Ministro della difesa in relazione alle esigenze di servizio.

Art. 15.

Gli ufficiali di complemento piloti che vengono collocati in congedo illimitato al termine della ferma volontaria di anni sei, o prima, in applicazione dell'art. 14, avranno diritto ad un premio di congedamento di L. 100.000 (centomila) per ogni semestre di servizio prestato per il quale abbiano percepito l'indennità di aeronavigazione. Ai fini della corresponsione di tale premio, la frazione di semestre superiore a tre mesi è considerata come semestre intero.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 21 maggio 1984

Il Ministro: SPADOLINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *giugno* 1984
Registro n. 20 *Difesa, foglio n.* 105

ALLEGATO

(Modello di domanda in carta legale)

Al Ministero della difesa - Direzione generale per il personale militare della Marina - 1ª Divisione Reclutamento 1ª Sezione - 00100 ROMA

Io sottoscritto . . . . nato a . . . . (provincia di . . . .) il . . . . abitante a (1) . . . . (provincia di . . . . e c.a.p. . . .) via . . . . chiedo di essere ammesso al corso di pilotaggio aereo per ufficiali di Stato maggiore di complemento.

All'uopo dichiaro sotto la mia responsabilità:

di essere cittadino italiano;

di essere celibe (o ammogliato con o senza prole, o vedovo con o senza prole);

di non aver riportato condanne penali (2);

di essere in possesso del seguente titolo di studio . . . .;

di trovarmi nella seguente posizione militare (3) . . . . . .

Allego alla presente domanda i seguenti documenti:

1) estratto per riassunto dell'atto di nascita in carta legale;

2) . . . . (4);

3) . . . . . . (5).

Firma . . .
(per esteso cognome e nome leggibile)

Visto per l'autenticità della firma (6) . .

---

(1) Luogo di residenza. Qualora la residenza della famiglia dell'aspirante non corrisponda con la residenza dell'aspirante stesso, precisare anche il recapito della famiglia.

(2) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate; la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emanato.

(3) Gli ufficiali di complemento in servizio temporaneo dovranno indicare la loro destinazione di servizio o dovranno inoltrare la presente domanda per il tramite gerarchico.

(4) Eventuali brevetti e/o attestati.

(5) Certificato di cittadinanza italiana per i soli ufficiali di complemento in congedo illimitato.

(6) Firma del segretario comunale del comune di residenza o di un notaio o dell'ufficiale addetto alla certificazione, se il candidato trovasi alle armi, o del capo ufficio se il candidato è dipendente statale.

(2863)

Proroga del termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso di ammissione alla prima classe del corso normale dell'Accademia navale, anno accademico 1984-85.

IL MINISTRO DELLA DIFESA

Visto il decreto ministeriale 7 marzo 1984, registrato alla Corte dei conti il 5 aprile 1984, registro n. 10 Difesa, foglio n. 106 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 108 in data 18 aprile 1984, con il quale è stato indetto il concorso per l'ammissione alla prima classe del corso normale dell'Accademia navale di Livorno, di ottantacinque allievi ufficiali del Corpo di stato maggiore e di quaranta allievi ufficiali dei Corpi tecnici, anno accademico 1984-85;

Considerata l'opportunità di prorogare al 15 luglio 1984 il termine per la presentazione delle domande di partecipazione al suddetto concorso previsto dall'art. 4 del bando sopracitato, onde consentire un più adeguato afflusso di domande che permetta una migliore selezione;

Decreta:

Il termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso di ammissione alla prima classe del corso normale dell'Accademia navale di Livorno, previsto dall'art. 4 del decreto ministeriale 7 marzo 1984, è prorogato al 15 luglio 1984.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 15 giugno 1984

Il Ministro: SPADOLINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *giugno* 1984
Registro n. 20 *Difesa, foglio n.* 193

(3289)

CORTE DEI CONTI

Avviso di rettifica al concorso, per esami, a tre posti di coadiutore dattilografo da destinare agli uffici con sede in Venezia. (Concorso pubblicato nella « Gazzetta Ufficiale » n. 152 del 4 giugno 1984).

Nel concorso citato in epigrafe, all'art. 2, secondo comma, n. 2, leggasi « 1947 » anziché « 1957 ».

(3284)

REGIONE LOMBARDIA

Riapertura del termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso pubblico a due posti di assistente medico presso il servizio psichiatrico territoriale dell'unità sanitaria locale n. 30.

E' riaperto il termine per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso pubblico a due posti di assistente medico presso il servizio psichiatrico territoriale dell'unità sanitaria locale n. 30.

I sanitari interessati ed in possesso dei requisiti di legge sono invitati a presentare domanda in competente bollo insieme alla documentazione prescritta e quella che riterranno utile.

La domanda dovrà pervenire a: U.S.S.L. n. 30, via G.B. Moroni, 13, 24068 Seriate, ripartizione del personale, entro le ore 12 del sessantesimo giorno successivo alla data di pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi a: U.S.S.L. n. 30, via Nazionale, 32, Seriate, ripartizione personale, telef. 035/298645.

(3263)

REGIONE VENETO

Concorsi a posti di personale sanitario presso l'unità sanitaria locale n. 20

Sono indetti concorsi pubblici, per titoli ed esami, presso l'unità sanitaria locale n. 20, per la copertura a:

un posto di responsabile per il settore per la promozione e la tutela della salute nell'ambito materno-infantile e dell'età evolutiva (ruolo sanitario - profilo professionale dei medici - posizione funzionale apicale di responsabile di servizio);

un posto di dirigente sanitario responsabile del presidio poliambulatoriale.

Il termine per la presentazione delle domande scadrà alle ore 12 del sessantesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica. I concorsi saranno espletati con le procedure previste dall'art. 2 del decreto-legge 21 maggio 1982, n. 272, convertito, con modifiche, nella legge 9 luglio 1982, n. 461. I requisiti di ammissione, le prove d'esame, i titoli valutabili, i criteri di valutazione e la commissione giudicatrice sono disciplinati dal decreto ministeriale 30 gennaio 1982 (*Gazzetta Ufficiale* n. 51 del 22 febbraio 1982).

Gli interessati possono richiedere le informazioni necessarie e la copia del bando all'ufficio del personale U.L.S.S. n. 20 Camposampiero, via Cosma, 1, telefono n. 049/5790500.

(3261)

CONCORSI PUBBLICATI NELLA PARTE SECONDA

Nella *Gazzetta Ufficiale*, parte seconda, n. 167 del 19 giugno 1984, è stato pubblicato il seguente avviso di concorso:

Banca d'Italia: Concorso, per titoli, riservato ai cittadini italiani laureati a borse di studio « Bonaldo Stringher » e « Giorgio Mortara » per il perfezionamento all'estero.

REGIONI

REGIONE LAZIO

LEGGE REGIONALE 21 gennaio 1984, n. 6.

Modifica della legge regionale 16 gennaio 1980, n. 1, e successive integrazioni, concernente: « Norme per la coltivazione di cave e torbiere ».

(*Pubblicata nel* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 3 *del* 30 *gennaio* 1984)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il quarto comma dell'art. 23 della legge regionale 16 gennaio 1980, n. 1, modificato dall'art. 1 della legge regionale 16 settembre 1983, n. 63, è sostituito dal seguente comma:

« Il rilascio dell'autorizzazione è subordinato al parere della commissione consultiva regionale che deve essere espresso entro il 30 giugno 1984. Il parere si intende favorevole ove la commissione non si esprima entro tale termine. Conseguentemente, il comune deve pronunciarsi entro trenta giorni dalla data di ricezione del parere espresso dalla commissione consultiva regionale e comunque non oltre trenta giorni dalla scadenza del suddetto termine del 30 giugno 1984 ».

Art. 2.

La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'art. 127 della Costituzione e dell'art. 31 dello statuto regionale ed entra in vigore il giorno stesso della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della regione Lazio.

La presente legge regionale sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Lazio.

Roma, addì 21 gennaio 1984

LANDI

Il visto del commissario del Governo è stato apposto il 21 *gennaio* 1984.

(2670)

LEGGE REGIONALE 28 gennaio 1984, n. 7.

Contratto di lavoro 1983/1985 dei dipendenti regionali. Secondo acconto.

(*Pubblicata nel* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 4 *del* 10 *febbraio* 1984)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Al personale regionale, ivi compreso il personale con rapporto a tempo determinato cui si applica il trattamento giuridico ed economico dei dipendenti regionali nonché quello proveniente dallo Stato ex decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, e dagli enti disciolti che abbia acquisito il diritto all'inquadramento nei ruoli regionali, è concesso con decorrenza 1° gennaio 1984, un ulteriore acconto sul beneficio contrattuale, di importo pari a quello fissato con legge regionale 31 agosto 1983, n. 56.

A contratto definito ed introdotto con legge nell'ordinamento regionale, si procederà ai conguagli positivi e negativi a favore e, rispettivamente, a carico del personale.

Art. 2.

Gli acconti sono sottoposti allo stesso regime dello stipendio.

Sono inoltre da computare a tutti gli effetti nel trattamento di previdenza e quiescenza.

Art. 3.

Per l'attuazione della presente legge, è autorizzata la spesa di L. 2.425.850.000 che graverà sul corrispondente cap. 25205 del bilancio di previsione regionale per l'anno 1984, e sui corrispondenti capitoli dei futuri bilanci regionali.

La presente legge regionale sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Lazio.

Roma, addì 28 gennaio 1984

LANDI

Il visto del commissario del Governo è stato apposto il 21 *gennaio* 1984.

LEGGE REGIONALE 28 gennaio 1984, n. 8.

Modificazione alla legge regionale 31 gennaio 1979, n. 10, concernente: « Interventi creditizi in agricoltura ».

(*Pubblicata nel* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 4 *del* 10 *febbraio* 1984)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico

L'art. 9 della legge regionale 31 gennaio 1979, n. 10, è sostituito dal seguente:

« Art. 9 - *Liquidazione agli istituti.* — Alla concessione e liquidazione del concorso regionale nel pagamento degli interessi sui prestiti di cui al precedente art. 1 si provvede con decreto del presidente della giunta regionale, sulla base di rendiconti trimestrali muniti del visto del collegio sindacale, presentati dagli istituti di credito od enti finanziatori ».

La presente legge regionale sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Lazio.

Roma, addì 28 gennaio 1984

LANDI

Il visto del commissario del Governo è stato apposto il 21 *gennaio* 1984.

(2671)

REGIONE ABRUZZO

LEGGE REGIONALE 23 febbraio 1984, n. 23.

Interventi contributivi per la promozione del risparmio energetico e della razionale utilizzazione dell'energia nel territorio della regione Abruzzo.

(*Pubblicata nel* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 6 *del* 29 *marzo* 1984)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

HA APPOSTO IL VISTO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Allo scopo di assicurare la effettiva realizzazione degli obiettivi di politica energetica nel quadro di riferimento definitivo dal Piano energetico nazionale (PEN) e dalla relativa legislazione, in particolare dalla legge nazionale 29 maggio 1982, n. 308, la regione Abruzzo concede un contributo a fondo perduto, dell'importo a fianco di ciascuno indicato, per le seguenti iniziative:

a) un contributo di lire cento milioni all'Università degli studi de L'Aquila, istituto di macchine della facoltà di ingegneria, quale concorso nella spesa di acquisto di apparecchiature di ricerca sulla alimentazione di motori diesel con emulsioni acqua-gasolio i cui risultati saranno applicati, in via sperimentale, sulle autolinee delle aziende pubbliche operanti nella Regione;

b) un contributo di lire settanta milioni alla camera di commercio di Pescara su un importo complessivo di spesa previsto in L. 210.000.000, per la realizzazione in via sperimentale, d'intesa ed in collaborazione con la camera di commercio stessa, di un centro di assistenza energetica gratuita per i grandi consumatori di energia (ospedali, scuole, uffici pubblici, ecc.) nonché per piccole e medie imprese industriali della provincia di Pescara;

c) un contributo di lire venti milioni alla U.L.S.S. di Pescara a parziale copertura della spesa sostenuta per la progettazione di un impianto misto, da realizzarsi nel costruendo nuovo ospedale di Pescara, di produzione, recupero, trasporto e distribuzione del calore e dell'energia elettrica derivante dalla cogenerazione.

Art. 2.

Per le finalità e la funzionalità del centro di cui alla lettera *b*) del precedente art. 1 che sarà coordinato dal settore energia della giunta regionale, la Regione metterà a disposizione quattro propri dipendenti in organico o assunti a norma della legge n. 285, laureati, aventi preferibilmente la qualifica di ingegnere meccanico ed elettrotecnico con una sufficiente cultura energetica.

Art. 3.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato, per l'anno 1983, in L. 190.000.000, si provvede introducendo le seguenti variazioni, in termini di sola competenza, nello stato di previsione della spesa del bilancio per il medesimo esercizio:

(*Omissis*).

Art. 4.

La presente legge è dichiarata urgente ed entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della regione Abruzzo.

La presente legge regionale sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Abruzzo

L'Aquila, addì 23 febbraio 1984

SPADACCINI

(1956)

REGIONE LOMBARDIA

LEGGE REGIONALE 28 aprile 1984, n. 23.

Piano di interventi urgenti nel settore del disinquinamento.

(*Pubblicata nel* 1° *suppl. ord. al* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 18 *del* 2 *maggio* 1984)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

HA APPOSTO IL VISTO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge regionale:

Art. 1.

1. La Regione sulla base degli obiettivi fissati dal programma regionale di sviluppo ed in conformità alle previsioni del bilancio pluriennale 1983-85 attua il piano di intervento finanziario allegato alla presente legge, di cui fa parte intregante, a sostegno dell'azione degli enti locali e loro consorzi, rivolto alla realizzazione ed al completamento di impianti di depurazione, nonché al completamento ed alla costruzione dei condotti di fognatura comunale e di allacciamento di quest'ultima agli impianti stessi.

2. L'intervento regionale è diretto alla realizzazione di programmi coordinati per l'esecuzione di infrastrutture fognarie nelle aree ad elevato indice di inquinamento.

Art. 2.

1. Il piano di intervento finanziario di cui al precedente art. 1 individua gli enti beneficiari e determina il tipo, la misura e la destinazione dei contributi loro assegnati.

2. In particolare sono concessi:

a) contributi in conto capitale, per la costruzione o il completamento di impianti di depurazione e relativi condotti di allacciamento, a favore di comuni aventi una popolazione residente uguale o inferiore a tremila abitanti;

b) contributi in annualità nella misura costante del sei per cento per venti anni, per la costruzione o ampliamento di impianti di depurazione e relativi condotti di allacciamento, a favore di comuni aventi una popolazione residente superiore a tremila abitanti e a favore di consorzi di comuni.

3. La giunta regionale può promuovere studi e ricerche finalizzate alla migliore gestione delle attività e degli interventi nel settore del disinquinamento.

Art. 3.

1. Entro centoventi giorni dall'entrata in vigore della presente legge, gli enti beneficiari di contributi in annualità devono presentare alla giunta regionale — settore lavori pubblici — i progetti esecutivi ovvero, nel caso di appalto-concorso, il capitolato programma corredato da una copia della domanda di concessione del mutuo.

2. Il termine di presentazione dei progetti esecutivi per gli enti beneficiari dei contributi in conto capitale è stabilito in giorni centoventi.

3. La mancata presentazione della documentazione di cui ai commi precedenti entro i termini stabiliti costituisce decadenza dai benefici previsti dal piano.

4. Le risorse che si renderanno disponibili verranno accantonate per:

a) fronteggiare i maggiori oneri derivanti da aggiudicazione dell'appalto delle opere con offerte in aumento, nonché da revisione dei prezzi contrattuali;

b) la realizzazione ed il completamento di impianti di depurazione nonché al completamento ed alla costruzione dei condotti di fognatura comunale e di allacciamento di questa ultima agli impianti stessi, da parte di comuni o consorzi di comuni che non beneficiano dei contributi di cui alla presente legge.

Art. 4.

1. L'erogazione dei contributi previsti dalla presente legge è disposta con decreto del presidente della giunta regionale o dall'assessore competente, se delegato, ed è effettuata con l'osservanza di quanto disposto dall'art. 45 della legge regionale 12 settembre 1983, n. 70.

Art. 5.

1. Il numero degli esperti facenti parte del comitato previsto dall'art. 17 della legge regionale 29 novembre 1979, n. 65, è elevato da tre a cinque componenti, di cui almeno uno dovrà essere scelto tra i componenti del comitato previsto dall'art. 15 della legge regionale 20 marzo 1980, n. 32.

2. Il comitato di cui all'art. 17 della legge regionale 29 novembre 1979, n. 65, è integrato altresì dal dirigente del servizio affari generali del settore lavori pubblici edilizia residenziale e dal dirigente del servizio tutela e gestione delle acque del settore ecologia della giunta regionale.

3. La commissione tecnico-amministrativa regionale si avvale dell'attività di consulenza del comitato di cui all'art. 17 della legge regionale 29 novembre 1979, n. 65, integrato a norma del precedente primo e secondo comma, per l'espressione di tutti i pareri di propria competenza inerenti ad opere di interesse igienico-sanitario.

Art. 6.

1. Al fine di razionalizzare le tipologie di impianti di depurazione aventi una potenzialità sino a diecimila abitanti equivalenti, la giunta regionale, sentito il parere della commissione tecnico-amministrativa regionale integrata dal comitato di cui al precedente art. 5, indice, con bandi da pubblicarsi nel Bollettino ufficiale, concorsi per la presentazione di progetti-guida secondo quanto stabilito dalla legge regionale 12 settembre 1983, n. 70.

Art. 7.

1. Per le opere di cui alla presente legge si applicano, in quanto compatibili con la legge regionale 12 settembre 1983, n. 70, le disposizioni di cui alla legge 10 dicembre 1981, n. 741, nonché le norme per l'accelerazione delle procedure della legge regionale 29 novembre 1979, n. 65.

Art. 8.

1. Per le finalità previste dall'art. 2 della presente legge è autorizzata a favore di enti locali e loro consorzi:

a) la concessione di contributi in capitale per il 1984 di lire 25.000 milioni;

b) la concessione in contributi in annualità di durata ventennale di L. 8.000 milioni a decorrere dall'esercizio finanziario 1984.

2. Gli oneri relativi agli interventi di cui al precedente comma trovano copertura finanziaria nel bilancio pluriennale 1983-85 alla parte II «Spese per i programmi di sviluppo» progetto 4.5.5.1 «Promozione e realizzazione di opere di collettamento e di depurazione delle acque» tabella relativa alle «Previsioni di spesa riferite a nuovi provvedimenti legislativi».

3. Al finanziamento per il 1984 dell'onere di cui al presente articolo si provvede:

I) per lire 25.000 milioni per le finalità previste dal precedente primo comma, lettera *a*):

a) lire 3.000 milioni mediante impiego ai sensi dell'art. 43, primo comma, della legge regionale 31 marzo 1978, n. 34, delle quote residue del «Fondo globale per il finanziamento delle spese di investimento derivanti da provvedimenti legislativi finanziate con mutui» iscritto al cap. 2.5.2.1.2-958 dello stato di previsione delle spese del bilancio per l'esercizio finanziario 1983;

b) lire 22.000 milioni mediante impiego della somma prevista nella parte II del bilancio pluriennale 1983-85 per spese di investimento in capitale al progetto 2.4.5.5.1 «Promozione e realizzazione di opere di collettamento e depurazione delle acque» tabella relativa a «Previsioni di spesa riferite a nuovi previsti provvedimenti legislativi»;

II) per le finalità di cui al precedente primo comma, lettera *b*), per lire 8.000 milioni mediante impiego della somma prevista nella parte II del bilancio pluriennale 1983-85 per spese di investimento in annualità al predetto progetto 2.4.5.5.1, tabella relativa a «Previsioni di spesa riferite a nuovi previsti provvedimenti legislativi».

4. In relazione a quanto disposto dai precedenti commi del presente articolo, alla parte II, ambito 4, settore 5, obiettivo 5, progetto 1, dello stato di previsione delle spese del bilancio per l'esercizio finanziario 1984 sono istituiti:

a) il cap. 2.4.5.5.1-1784 «Contributi in capitale agli enti locali, con popolazione non superiore a tremila abitanti e loro consorzi per la costruzione o per il completamento di impianti di depurazione e relativi condotti di allacciamento» con la dotazione finanziaria di competenza di lire 25.000 milioni;

b) il cap. 2.4.5.5.1-1785 «Contributi in annualità, di durata ventennale, agli enti locali, con popolazione superiore a tremila abitanti, e loro consorzi per la costruzione o per l'ampliamento di impianti di depurazione e relativi condotti di allacciamento» con la dotazione finanziaria di competenza di lire 8.000 milioni.

5. In attuazione delle disposizioni di cui agli articoli 24 e 70 della legge regionale 31 marzo 1978, n. 34, modificata dalla legge 6 giugno 1980, n. 74, il termine massimo entro cui gli impegni, relativi alla concessione di contributi in annualità di cui al precedente primo comma, lettera *b*), possono essere assunti e fissati al 31 dicembre 1986.

6. Al finanziamento dei maggiori oneri di cui ai precedenti articoli 2, terzo comma, e 5, si provvede mediante impiego delle somme stanziate rispettivamente al cap. 1.1.2.3.1-549 «Spese diverse, onorari e rimborsi per attività di ricerca e per studi, indagini, consulenze e collaborazioni per la soluzione di particolari problemi di interesse regionale» e al cap. 1.1.2.3.1-322 «Spese per il funzionamento di consigli, comitati, collegi e commissioni compresi i gettoni di presenza, le indennità di missione ed i rimborsi spesa» iscritti negli stati di previsione delle spese del bilancio per l'esercizio finanziario 1984 e successivi.

La presente legge regionale è pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Lombardia.

Milano, addì 28 aprile 1984

GUZZETTI

(*Approvata dal consiglio regionale nella seduta dell'*8 *marzo* 1984 *e vistata dal commissario del Governo con nota del* 18 *aprile* 1984, *prot. n.* 23002/5031).

(*Omissis*).

LEGGE REGIONALE 28 aprile 1984, n. **24**.

Delega ai consorzi delle funzioni amministrative circa l'adozione dei provvedimenti di attuazione del risanamento igienico-ambientale del fiume Lambro.

(*Pubblicata nel* 1° *suppl. ord. al* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 18 *del* 2 *maggio* 1984)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

HA APPOSTO IL VISTO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge regionale:

Art. 1.

1. Al fine di consentire la continuità degli interventi di risanamento igienico-ambientale del fiume Lambro, la Regione delega ai seguenti consorzi:

Consorzio interprovinciale di risanamento idrico del torrente Lura - Sede di Rovellasca (Como);

Consorzio provinciale di depurazione delle acque del Nord Milano - Viale Majno n. 7, Milano;

Consorzio volontario per la tutela, il risanamento e la salvaguardia delle acque del fiume Olona - Piazza Libertà n. 1, Varese;

Consorzio provinciale per la bonifica delle acque e del suolo del Sud Milanese - Opera (Milano) - Sede municipale;

Consorzio intercomunale della Valsorda e delle Bevere per il servizio di fognatura - Lurago d'Erba (Como);

Consorzio provinciale di bonifica del territorio dell'Alto Lambro - Via Vivaio n. 1, Milano;

Consorzio ecologico dell'Alto Lambro e Piano d'Erba - Via Majnoni n. 3, Erba (Como);

Consorzio per il risanamento idraulico del bacino dei torrenti Bevere-Gandaloglio-Fosso dei Pascoli - Piazza Garibaldi n. 14, Oggiono (Como);

Consorzio provinciale per il risanamento delle acque del Bozzente e del Bozzentino - Piazza Libertà n. 1, Varese,

già costituiti ed operanti nel bacino del fiume stesso, l'esercizio delle funzioni amministrative concernenti l'adozione dei provvedimenti necessari per l'attuazione e la gestione delle opere inerenti al disinquinamento dell'anzidetto corso d'acqua.

2. L'onere derivante dall'attuazione degli interventi viene finanziato con lo stanziamento di lire 137,87 miliardi, disposto dal C.I.P.E. a favore della regione Lombardia sul fondo « Investimenti - occupazione » e sul ricavato di un mutuo B.E.I.

3. La giunta regionale coordina ed indirizza le funzioni delegate, anche in relazione allo stato di avanzamento della programmazione e realizzazione delle singole opere.

Art. 2.

1. La ripartizione dei finanziamenti tra i consorzi è effettuata in relazione alla deliberazione C.I.P.E. e alle opere di rispettiva competenza.

2. L'erogazione dei finanziamenti è effettuata con la clausola della revisione prezzi ammessa dalla legislazione vigente; l'eventuale maggior onere derivante da ritardi nella realizzazione delle opere resta comunque a carico dei consorzi.

Art. 3.

1. La quota per spese generali e tecniche viene stabilita nella misura del cinque virgola ottanta per cento. Essa è applicata all'importo netto delle somme liquidate e viene corrisposta ad ogni consorzio in sede di pagamento delle singole rate di acconto previste dal capitolato speciale d'appalto.

2. In detta percentuale sono comprese le spese generali e quelle tecniche inerenti a direzione, contabilità, collaudo, nonché agli oneri dell'eventuale progettazione di opere suppletive e di completamento non previste nel progetto esecutivo originario.

3. All'esecuzione dei lavori ciascun consorzio deve provvedere mediante appalto-concorso o licitazione privata, da effettuarsi con l'osservanza delle vigenti norme statali e regionali.

4. La giunta regionale approva, previo parere del competente organo consultivo, i bandi di appalto-concorso, o i progetti esecutivi e vigila, tramite il servizio provinciale del genio civile competente per territorio, che i lavori siano eseguiti a perfetta regola d'arte; il consorzio delegato è comunque responsabile della regolare esecuzione dei lavori e dei danni diretti o indiretti a chiunque causati.

5. La nomina del collaudatore compete alla Regione, a norma della legge regionale 12 settembre 1983, n. 70.

Art. 4.

1. Tutti i lavori devono essere eseguiti in base alle norme del regolamento 25 maggio 1895, n. 350, sulla direzione, contabilità e collaudazione dei lavori per conto dello Stato.

2. Qualunque modifica od aggiunta di lavori, rispetto a quelli inclusi negli originari progetti approvati, deve essere preventivamente autorizzata dalla Regione.

Art. 5.

1. L'approvazione degli stati di avanzamento ai fini dell'inoltro alla Cassa depositi e prestiti, è disposta con decreto del presidente della giunta regionale o dell'assessore competente, se delegato.

2. I pagamenti, comprensivi della quota per spese generali, tecniche e per I.V.A., vengono effettuati senza alcuna corresponsione di interessi per ritardata erogazione di fondi da parte della Cassa depositi e prestiti.

Art. 6.

1. Per quanto non previsto dalla presente legge, si applicano le norme della legge regionale 12 settembre 1983, n. 70.

Art. 7.

1. La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'art. 127 della Costituzione e dell'art. 43 dello statuto regionale ed entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

La presente legge regionale è pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Lombardia.

Milano, addì 28 aprile 1984

GUZZETTI

(Approvata dal consiglio regionale nella seduta dell'8 marzo 1984 e vistata dal commissario del Governo con nota del 18 aprile 1984, prot. n. 23002/5068).

(2827)

REGIONE TRENTINO-ALTO ADIGE

PROVINCIA DI TRENTO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA GIUNTA PROVINCIALE 13 marzo 1984, n. 7-2/Legisl.

Norme per il rilascio del certificato di abilitazione all'esercizio venatorio.

(Pubblicato nel Bollettino ufficiale *della Regione n.* 18 *del 7 aprile* 1984)

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA PROVINCIALE

Visto l'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 31 agosto 1972, n. 670: « Testo unico del nuovo statuto speciale per il Trentino-Alto Adige »;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 marzo 1974, n. 279: « Norme di attuazione dello statuto speciale per la regione Trentino-Alto Adige in materia di minime proprietà colturali, caccia e pesca, agricoltura e foreste »;

Visto l'art. 1 della legge 2 agosto 1967, n. 799, che, apportando modifiche al testo unico sulla caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, stabilisce fra l'altro, che il rilascio della licenza di caccia in prima concessione nonché per la restituzione della medesima nei casi di ritiro o sospensione a seguito di infrazioni, l'interessato debba produrre anche il certificato di abilitazione all'esercizio venatorio, da rilasciarsi dai comitati provinciali della caccia;

Visto il decreto del presidente della giunta provinciale numero 1-88/Legisl. del 24 gennaio 1977, modificato con decreto n. 23-134/Legisl. del 12 luglio 1978, che stabilisce le norme per il rilascio del certificato suddetto;

Vista la deliberazione n. 1902 della giunta provinciale di data 29 febbraio 1984;

Visto l'art. 8 della legge-quadro nazionale 27 dicembre 1977, n. 968, che, tra l'altro, eleva l'età minima di chi può esercitare la caccia dal sedicesimo al diciottesimo anno di età;

Ravvisata pertanto l'opportunità che per essere ammessi a sostenere l'esame di abilitazione all'esercizio venatorio gli aspiranti cacciatori abbiano compiuto 17 anni e sei mesi;

Decreta:

Il primo comma dell'art. 3 del decreto 24 maggio 1977, numero 1-88/Legisl. del presidente della giunta provinciale è così sostituito:

« Per essere ammessi a sostenere l'esame per il conseguimento e rilascio del certificato di cui all'art. 1 gli aspiranti devono essere residenti in un comune della provincia di Trento e devono aver compiuto il diciassettesimo anno e sei mesi di età ».

La presente norma non si applica a quei candidati che avessero presentato domanda di ammissione all'esame entro il 1° aprile 1984.

Il presente decreto sarà pubblicato nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Trento, addì 13 marzo 1984

Il presidente: MENGONI

(2295)

REGIONE FRIULI-VENEZIA GIULIA

LEGGE REGIONALE 3 maggio 1984, n. 11.

Ulteriore proroga del periodo previsto dall'art. 6 della legge regionale 8 luglio 1977, n. 33, e successive modifiche e integrazioni, concernente: « Interventi straordinari per la realizzazione di infrastrutture ed impianti di interesse regionale ».

(*Pubblicata nel* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 38 *del* 4 *maggio* 1984)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

In attesa dell'emanazione della legge di riforma dell'amministrazione regionale, è prorogata sino al 31 dicembre 1984 la durata dell'ufficio di segreteria alle dipendenze della presidenza della giunta regionale, istituito con l'art. 6 della legge regionale 8 luglio 1977, n. 33.

Art. 2.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

La presente legge regionale sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione.

Trieste, addì 3 maggio 1984

COMELLI

LEGGE REGIONALE 3 maggio 1984, n. 12.

Interpretazione autentica del terzo comma dell'art. 4 della legge regionale 16 giugno 1983, n. 57, riguardante il personale precario assunto per le esigenze della ricostruzione e per la necessità dell'assistenza.

(*Pubblicata nel* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 38 *del* 4 *maggio* 1984)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico

In via di interpretazione autentica, il terzo comma dell'art. 4 della legge regionale 16 giugno 1983, n. 57, è sostituito dal seguente:

« Per essere incluso nell'elenco, l'interessato dovrà superare le prove previste, riportando in ciascuna un punteggio non inferiore a sei decimi ».

La presente legge regionale sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione.

Trieste, addì 3 maggio 1984

COMELLI

(2546)

ERNESTO LUPO, *direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
- presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in Roma, piazza G. Verdi, 10;
- presso le Librerie concessionarie di:
BARI, via Sparano, 134 - BOLOGNA, piazza dei Tribunali, 5/F - FIRENZE, via Cavour, 46/r - GENOVA, via XII Ottobre, 172/r - MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3 - NAPOLI, via Chiaia, 5 - PALERMO, via Ruggero Settimo, 37 - ROMA, via del Tritone, 61/A - TORINO, via Roma, 80;
- presso le librerie depositarie nei capoluoghi di provincia.

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - Piazza G. Verdi, 10). Le suddette librerie concessionarie possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano e accompagnati dal relativo importo.
La Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee è in vendita presso l'agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato, piazza G. Verdi n. 10, Roma, e presso le Librerie concessionarie speciali sopra indicate.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1984
ALLA PARTE PRIMA - LEGISLATIVA

Tipo		
I	Abbonamento ai soli *fascicoli ordinari*, compresi gli indici mensili ed i fascicoli settimanali della Corte costituzionale, senza supplementi ordinari:	
	annuale	L. 81.000
	semestrale	L. 45.000
II	Abbonamento ai *fascicoli ordinari*, compresi gli indici mensili ed i fascicoli settimanali della Corte costituzionale, inclusi i *supplementi ordinari* con esclusione di quelli relativi alle leggi di bilancio e ai rendiconti dello Stato, ai concorsi e alle specialità medicinali:	
	annuale	L. 113.000
	semestrale	L. 62.000
III	Abbonamento ai *fascicoli ordinari*, compresi gli indici mensili ed *i fascicoli settimanali della Corte costituzionale, inclusi i supplementi ordinari* relativi ai *concorsi:*	
	annuale	L. 108.000
	semestrale	L. 60.000
IV	Abbonamento ai *fascicoli ordinari*, compresi gli indici mensili ed i fascicoli settimanali della Corte costituzionale, inclusi i *supplementi ordinari* relativi *alle specialità medicinali:*	
	annuale	L. 96.000
	semestrale	L. 53.000
V	Abbonamento completo ai *fascicoli ordinari*, agli indici mensili, ai fascicoli settimanali della Corte costituzionale, ed a *tutti i tipi dei supplementi ordinari:*	
	annuale	L. 186.000
	semestrale	L. 104.000
VI	Abbonamento annuale ai soli *supplementi ordinari* relativi alle *leggi di bilancio e ai rendiconti dello Stato*	L. 34.000
VII	Abbonamento annuale ai *supplementi ordinari, esclusi quelli relativi alle leggi di bilancio e ai rendiconti dello Stato, ai concorsi ed alle* specialità medicinali	L. 31.000

Prezzo di vendita di un *fascicolo ordinario*	L. 500
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L. 500
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L. 500

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L. 37.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L. 500

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L. 20.000
Prezzo di vendita di un fascicolo	L. 2.000

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES
(solo parte prima e supplementi ordinari)

		Prezzi di vendita Italia	Prezzi di vendita Estero
Invio giornaliero	N. 1 microfiche contenente una Gazzetta Ufficiale fino ad un massimo di 96 pagine	L. 1.000	1.000
	Per ogni 96 pagine successive o frazione riferite ad una sola Gazzetta	L. 1.000	1.000
	Spese per imballaggio e spedizione	L. 1.400	1.700
	Maggiorazione per diritto di raccomandata	L. 1.000	1.300
Invio settimanale	N. 6 microfiches contenenti 6 numeri di Gazzetta fino a 96 pagine cadauna	L. 6.000	6.000
	Per ogni 96 pagine successive o frazione riferite ad una sola Gazzetta	L. 1.000	1.000
	Spese per imballaggio e spedizione	L. 1.400	1.700
	Maggiorazione per diritto di raccomandata	L. 1.000	1.300

Maggiorazioni per spedizione via aerea per ogni plico

Per il bacino del Mediterraneo **L. 700**, per l'Africa **L. 1.600**, per le Americhe **L. 2.000**, per l'Asia **L. 1.600**, per l'Oceania **L. 3.400**.

ALLA PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L. 73.000
Abbonamento semestrale	L. 40.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L. 500

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, nonchè quelli di vendita dei fascicoli delle annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, sono raddoppiati.
L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione di una fascetta del relativo abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. Telefoni nn. (06) 85082149-85082227